

# Alors qu'il est minuit dans le siècle

« **E**NCORE UN LIVRE SUR L'URSS! » diront sans doute quelques bonnes âmes... Les unes regretteront que l'on en parle encore, comme si tout avait été dit et, surtout, compris sur ce qui fut qualifié de « plus grand événement politique et social du xx<sup>e</sup> siècle » par Ante Ciliga. Certaines tenteront de sauver quelque chose du naufrage dans un bilan du « socialisme réel » qu'ils jugeaient hier encore « globalement positif ». Les autres comptabiliseront, « en regard des victimes de Hitler et de Franco, celles de Lénine, Staline, Mao et autres Pol Pot pour célébrer l'humanisme du FMI et du capitalisme bureaucratique financier, lesquels n'ont pas besoin de camps de concentration pour condamner des sociétés entières à la misère et à l'autodestruction <sup>1</sup> ». Toutes communieront dans la même affirmation péremptoire et sans appel : la chute du mur de Berlin et l'implosion de l'URSS signifient « la fin du communisme ».

À ceux qui demandent, comme l'Alice de Lewis Carroll, si un même mot peut exprimer des choses différentes, nos modernes Humpty Dumpty ne répondent pas : « La question est "Qui est le maître?" , un point c'est tout! » Ils n'ont même plus le mérite de la franchise brutale, nous sachant habitués depuis des décennies à la novlangue de Big Brother. Il va de soi qu'un mot signifie seulement son contraire : la liberté c'est l'esclavage, la guerre c'est la paix comme l'URSS c'était le communisme. Cela va de soi et ne mérite pas même l'ébauche d'une discussion.

Ceux qui, hier, portaient aux nues Staline ou Mao et insultaient leurs critiques et les témoins directs de ce drame se font aujourd'hui, au nom de leurs erreurs passées, les chantres inspirés de la démocratie de marché, sinon les hagiographes des grands patrons du capitalisme. Nous sommes donc bien passés d'un mensonge déconcertant à un autre : sous le socialisme proclamé d'hier ne se trouvait qu'une forme totalitaire de capitalisme bureaucratique d'État qu'il est encore impossible de qualifier comme tel <sup>2</sup>. Il importe donc de remettre à jour les textes et le point de vue de ceux qui, à contre-courant de l'enthousiasme pour la construction du socialisme sur un sixième du globe, surent raison garder et préserver les chances de renaissance d'un mouvement d'émancipation sociale libéré de l'hypothèque léniniste et stalinienne. Cette renaissance passait par une analyse sans concession de la nature de classe du régime soviétique du point de vue de ceux d'en bas, tant au niveau de la situation réelle des classes laborieuses que de la répression exercée contre l'ensemble des courants révolutionnaires. Au premier rang de ceux qui dénoncèrent l'imposture stalinienne figure Boris Souvarine, dont les trois textes que nous republions ici furent écrits juste après la parution de son *Staline. Aperçu historique du bolchevisme* en 1935 <sup>3</sup>; ouvrage qui marque une date essentielle dans la compréhension du régime instauré dans l'ancien empire des tsars; analyse désormais considérée comme un classique de l'histoire du xx<sup>e</sup> siècle.

Le premier de ces trois textes s'interroge longuement sur la logique des procès de Moscou et sur l'ampleur de la répression de masse dont elle n'est que la partie émergée au sommet de l'État-parti. Les suivants insistent plus particulièrement sur la situation des classes laborieuses des villes et des

campagnes dans la seconde moitié des années 1930. Ils permettent de faire le point sur les analyses de Souvarine au plus fort de la terreur stalinienne. Il s'agira ici de rappeler leur genèse et leur spécificité, les actions de solidarité auxquelles leur auteur participa, avant d'évoquer brièvement son évolution politique durant cette période.

Dès 1916-1917, Boris Souvarine entame un dialogue avec Lénine. Devenu secrétaire du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale, il est donc un des principaux artisans de l'adhésion du mouvement ouvrier et socialiste français à cette nouvelle organisation au congrès de Tours en décembre 1920 <sup>4</sup>. L'année suivante, il est le premier représentant du parti français auprès de l'exécutif de l'Internationale à Moscou comme membre du Secrétariat et du Presidium. Après son exclusion de l'Internationale communiste en juillet 1924, Souvarine analyse, dès son retour en France en janvier 1925, les conséquences de la prétendue « bolchevisation » au sein du parti russe et de l'Internationale. Il écrit alors dans la nouvelle revue « syndicaliste-communiste » de Pierre Monatte <sup>5</sup> (*La Révolution prolétarienne*) puis dans le *Bulletin communiste*, qu'il fait paraître comme organe critique tout en essayant de regrouper les communistes d'opposition dans un Cercle communiste Marx et Lénine fondé en février 1926 – qui deviendra le Cercle communiste démocratique en 1930. Au-delà des conflits d'appareil et des rivalités de personnes dans la lutte pour le contrôle du pouvoir, Souvarine discerne rapidement qu'il est indispensable d'établir une analyse de classe de la société soviétique <sup>6</sup>. Il constate que le mode de production n'est en rien socialiste et que la plus-value est accaparée par une bureaucratie parasitaire. Dans le domaine des

institutions politiques, les soviets sont réduits aux prérogatives d'un conseil municipal, moins le droit d'opinion politique; les assemblées ne sont que des chambres d'enregistrement; les syndicats des instruments de la politique du parti cantonnés à un rôle de répression ou d'assistantat dans les entreprises. La tendance générale de la décennie écoulée en URSS aboutit à une «restauration des classes» et non à leur suppression, au développement de l'exploitation de l'homme par l'homme et au renforcement de la dictature du parti dont la nature a radicalement changé pour devenir «une nouvelle classe privilégiée». «Le Parti, écrit-il, n'est plus une fraction du prolétariat : il se trouve au-dessus. Ses intérêts ne s'identifient plus à ceux de la classe.» L'appartenance au parti n'entraîne plus le fait d'être communiste. Il est au contraire préférable de ne plus l'être car, alors que la répression des idées révolutionnaires bat son plein, les communistes authentiques n'ont le choix qu'entre «le silence et la prison ou la Sibérie». En 1927, les 1360469 membres du parti au pouvoir ne sont que des «rouages de la machine gouvernementale soviétique» et «la principale catégorie privilégiée du régime» qui dispose d'avantages économiques en termes de sécurité de l'emploi, de logement et de rémunération. Le «mécanisme du régime» place le secrétariat au sommet de la pyramide de la bureaucratie du parti, dédoublée par celle des «soviets». Cet édifice est complété par l'appareil des syndicats, celui des administrations économiques, industrielles, commerciales, ceux des forces de répression, etc. : «Tous ces appareils additionnés, entrelacés, interpénétrés, constituent la plus formidable trame d'autorité qui ait jamais enserré, ligoté, bâillonné, paralysé un peuple, un individu, et dont on ne connaît pas d'équivalent ni dans le passé ni

dans le présent.» Le principal mérite de l'opposition emmenée par Trotski a été de «descendre dans l'arène en 1923 pour la démocratisation du Parti, étape nécessaire vers la démocratie soviétique». Mais elle a aussi «donné l'impression de vouloir seulement supplanter les maîtres du pouvoir et de n'avoir songé à la démocratie que pour y parvenir». Elle n'a surtout pas pris la mesure exacte du changement considérable dans la nature du parti, victime d'un fétichisme qui l'empêche de «différencier la réalité du Parti de sa définition théorique».

En 1929, Souvarine participe à la trilogie signée par l'écrivain roumain Panaït Istrati, *Vers l'autre flamme*. Il y rédige le troisième volume, *La Russie nue* <sup>7</sup>, consacré à la situation tragique des classes laborieuses, à partir d'informations glanées uniquement dans la presse du régime. Il y évoque les fins et les moyens de la prétendue «dictature du prolétariat» – en fait la pyramide bureaucratique des «appareils» de l'État-parti – avant de conclure que, «contre les classes laborieuses, on ne peut accomplir qu'une révolution bourgeoise». À la même époque, il s'interroge également sur la signification des plans quinquennaux dont le coût est supporté par les travailleurs russes : «La question est donc de savoir si ces usines-là, ces tracteurs-là méritent d'être payés un tel prix, si une génération de prolétaires doit être sacrifiée pour un résultat accessible autrement, et si le chemin du socialisme passe nécessairement par la misère et l'esclavage du prolétariat.»

La mise en œuvre de cette politique économique entraîne un asservissement épouvantable des populations laborieuses, mais aussi la répression des différents courants du mouvement révolutionnaire susceptibles de s'opposer à ce nouveau despotisme oriental. La dénonciation des conditions de vie misérables des travailleurs doit s'accompagner,

pour Souvarine, de campagnes de solidarité avec les révolutionnaires persécutés par le régime, qui deviennent le symbole de l'oppression d'une classe dans son ensemble. Ainsi pour Nicolas Lazarévitch, arrêté le 8 octobre 1924 pour avoir tenté de créer un groupe à l'usine Dynamo où il travaille, en vue de la constitution de syndicats de classe indépendants qui défendront les intérêts des ouvriers contre la direction des usines étatisées ou le patronat privé issu de la nouvelle politique économique (NEP). Le 12 décembre, Lazarévitch est condamné à trois ans de camp. Détenu au secret à la prison de la Loubianka, puis à Boutyrki, il est déporté au camp de Souzdal. À son retour à Boutyrki, il est violemment passé à tabac. Souvarine participe à la campagne en sa faveur, qui aboutit à l'appel d'une quarantaine d'intellectuels – notamment Georges Duhamel, Romain Rolland, Séverine et Léon Werth – lancé à l'ambassade russe de Paris. Il dénonce également, dans le *Bulletin communiste*, le traitement dont sont victimes les communistes d'opposition dans le parti russe. Ainsi, le 10 janvier 1928, un tract du Cercle communiste Marx et Lénine annonce la déportation et l'exil des leaders de la Révolution russe. L'année suivante, c'est l'ouvrier anarchiste italien Francesco Ghezzi qui est arrêté et condamné<sup>8</sup>. Souvarine écrit alors : « Il y a maintenant tant de révolutionnaires emprisonnés ou déportés dans la République des Soviets qu'un cas de plus risque de passer inaperçu. Cela ne doit pas être. Cela ne sera pas. Certaines circonstances permettent d'éveiller bien des consciences et, précisément, ce nouveau défi insolent au mouvement prolétarien non asservi doit forcer l'attention de l'opinion révolutionnaire. »<sup>9</sup>

Deux ans plus tard, *La Critique sociale*<sup>10</sup>, revue de Souvarine, annonce l'arrestation de D. B.

Riazanov – un militant socialiste russe mais aussi un historien de premier plan du mouvement ouvrier européen et un des grands connaisseurs des œuvres de Marx et d'Engels. En rappelant son œuvre de marxologue et son action de militant, Souvarine souligne le caractère contre-révolutionnaire du stalinisme. De même que Ghezzi est un ouvrier anarchiste dévoué à la cause du prolétariat, quelque un comme Riazanov est inattaquable d'un point de vue révolutionnaire : « Par cet exploit barbare, la dictature du secrétariat a peut-être porté un coup mortel à un grand serviteur désintéressé du prolétariat et du communisme. [...] Mais du moins aura-t-elle en même temps dissipé la dernière apparence susceptible de faire illusion à l'extérieur et avoué, révélant sa vraie nature, l'incompatibilité absolue entre le bolchevisme post-léninien et le marxisme. »<sup>11</sup> Contrairement à l'attente de Souvarine, le cas de Riazanov ne soulève guère de protestations importantes. Il faudra attendre l'affaire Victor Serge pour que naisse une prise de conscience de la répression stalinienne de la part de l'extrême gauche, mais aussi d'une partie du mouvement socialiste et de certains intellectuels. Comme pour Francesco Ghezzi, Souvarine est l'un des premiers à être informé de l'arrestation de l'écrivain, qui est annoncée dans *Le Travailleur* du 25 mars 1933 – un hebdomadaire communiste d'opposition de l'est de la France auquel il collabore et où il anime une chronique des événements soviétiques. Le 15 avril, un rédacteur précise que les amis français de Victor Serge sont, depuis le mois précédent, sans aucune nouvelle. La semaine suivante, l'appel du Cercle communiste en faveur de Victor Serge est publié en première page du *Travailleur*. (Ce texte figure aussi au sommaire de *La Critique*

*sociale* d'avril 1933, accompagné d'un appel signé par Georges Bataille, Lucien Laurat, Jacques Mesnil, Pierre Pascal et Boris Souvarine.) Il rappelle notamment l'arrestation de Victor Serge en 1929 et sa libération suite à l'intervention de personnalités politiques ou littéraires de la bourgeoisie de gauche émues par l'emprisonnement d'un des hommes qui avait, tant par ses propres livres que par ses traductions, fait le mieux connaître le point de vue bolchevik sur la Révolution russe. Enfin, l'appel insiste sur le caractère arbitraire et inique de cette arrestation <sup>12</sup>.

Le 17 juin, Souvarine annonce dans *Le Travailleur* la condamnation officielle de l'écrivain : protester avec la plus grande détermination pour Victor Serge, écrit-il en substance, ce n'est pas seulement prendre la défense d'un innocent persécuté mais aussi permettre d'alerter l'opinion sur le sort misérable des travailleurs russes. C'est la même problématique que Souvarine invoquait au moment de l'arrestation de Francesco Ghezzi : à travers l'exemple d'un révolutionnaire persécuté, c'est tous les travailleurs qu'il faut défendre contre l'arbitraire et la répression d'une bureaucratie tyrannique qui fait ainsi une nouvelle fois la preuve de son caractère anti-ouvrier et anti-socialiste. Il faut se saisir de ces cas pour éclairer l'opinion publique européenne abusée par le prestige de la révolution de 1917 et une propagande aux moyens énormes.

Au début de cette campagne en faveur de Victor Serge, Souvarine rencontre d'énormes difficultés pour éveiller l'intérêt des personnalités de gauche dont le poids aurait pourtant pu, dès le printemps 1933, peser lourd. Une lettre à Pierre Kaan du 6 mai 1933 est particulièrement révélatrice de ces problèmes : «L'arrestation de Victor Serge date du 8 mars. Deux mois déjà. Personne n'a rien fait sur le

plan de la protestation publique. J'ai rédigé un papier et commencé de recueillir des signatures. Bernier s'est mis à ergoter, à proposer des amendements et a voulu me faire entrer en rapport avec Mme Paz sous prétexte qu'il la fréquente à *Monde*, subordonner notre action aux considérations louches de Bergery, etc. J'ai refusé net d'entrer dans cette voie, sachant pertinemment ce qu'il y a au bout. D'autre part, [Pierre] Pascal hésitait à signer, de crainte d'attirer des représailles sur sa famille. J'ai changé de tactique, soumis mon papier au Cercle et lancé ce premier appel, avec la signature collective, sans illusion, car je sais par expérience que la presse en général n'insère pas dans ces conditions. [...] Là-dessus, expulsion de la famille Roussakov de Leningrad, arrestation d'Anita. Pascal se sent libéré de tout scrupule et se montre disposé à signer ce qu'on voudra. Je ne fais ni une ni deux, je rédige un second papier, le soumetts à la signature de ceux sur qui j'étais à peu près sûr de pouvoir compter et le fais envoyer comme le précédent à 75 adresses. [...] Je n'ai pas cherché à collecter le plus possible de signatures, mais à sortir au plus tôt un appel.» Dans la suite de cette lettre, Souvarine insiste particulièrement sur le rôle néfaste des personnalités influencées par le stalinisme : «Nous devons nous exprimer comme nous l'entendons et, en communistes, compter sur la contagion de l'exemple. Si nous n'aboutissons pas, nous aurons tout de même fait notre devoir. Cela n'empêche pas d'agir au mieux dans la coulisse pour arriver à une solution favorable, mais aucune action en coulisse n'aura d'effet sans l'appui d'une campagne publique. Le scandale, c'est que les soi-disant "amis de V.S." n'aient rien fait depuis deux mois, alors qu'ils ont des moyens, des relations, de l'influence. [...] Songez qu'ils renoncent à faire quoi

que ce soit à *Monde*, où toute la rédaction est sympathique à Victor, pour ne pas altérer leurs rapports avec le sieur Barbusse, ce valet de bourreau. Pas un mot dans *Europe*, où a paru le dernier roman de Victor. Il n'y a donc rien à faire pour concerter une campagne. Que chacun s'exprime et agisse à sa façon, c'est la seule manière d'obliger les autres à s'exprimer et à agir à la leur. <sup>13</sup>»

Mais Souvarine ne se contente pas d'attirer l'attention sur des cas individuels, aussi symboliques soient-ils. Ainsi, en 1934, il rédige une note à l'intention des leaders de l'Internationale ouvrière socialiste dans laquelle il chiffre le nombre des déportés à plusieurs millions, et celui des détenus politiques dans les prisons, dans les isolateurs et les camps de concentration à des centaines de milliers <sup>14</sup>. Il définit deux catégories de victimes de la terreur stalinienne : « Ce sont pour la plupart d'obscur travailleurs, ouvriers ou paysans, sans notoriété ni soutien. À de rares exceptions près, ils ont été condamnés par voie administrative, c'est-à-dire par une procédure sommaire et secrète sans instruction contradictoire, sans procès, sans témoins, sans défense. » Mais on y trouve également « des représentants de toutes les nuances de l'opinion révolutionnaire non conformiste ». Il énumère les tendances politiques frappées par la répression : des communistes hétérodoxes (Riazanov, Victor Serge), des communistes des anciens groupes Vérité ouvrière, Groupe ouvrier ou Opposition ouvrière, des communistes de « gauche » ou trotskistes, des communistes de « droite », des socialistes hors parti, des socialistes mencheviks (Eva Broïdo), des socialistes révolutionnaires de gauche, du centre ou de droite, des bundistes du parti socialiste juif, des socialistes de différentes minorités nationales (Géorgie, Ukraine, Arménie), des socialistes israéliens

du groupe Poale-Zion, des anarchistes, des syndicalistes, des sionistes, des tolstoïens, etc. En conclusion, il affirme : « Un certain Comité pour la libération de Thaelmann lance un appel qui conclut : “Ceux qui se taisent se rendent coupables. Ceux qui ne font rien aident Hitler”. À plus forte raison sont coupables ceux qui taisent les persécutions accomplies en URSS sous le drapeau usurpé du socialisme et qui, par leur indifférence ou leur apathie, aident Staline. »

Deux ans plus tard, au début de 1936, l'association des Amis de la vérité sur l'URSS est créée par Souvarine et quelques amis – Jacques Baron, Maurice Coquet, Anna et André Lejard, Pierre Kaan, Lucien Laurat, Édouard Liéner, Colette Peignot, Marcelle Pommera et Lucien Sablé. Juste avant sa fondation, André Lejard précise que « ce groupement n'aurait pas d'activité politique proprement dite », car il ne s'agit pas « d'une résurrection de l'ancien Cercle » <sup>15</sup> – même si les membres de l'association l'avaient tous fréquenté. Parmi les moyens d'action envisagés, André Lejard propose « l'édition de petites brochures destinées à être répandues dans les milieux ouvriers et autres par la Librairie du Travail, le Nouveau Prométhée et différentes associations politiques », ainsi que des conférences discussions <sup>1</sup>. Dans les sujets abordés pour le programme d'édition, il insiste sur la richesse de la matière et fait les propositions suivantes : « 1. une brochure sur les décrets soviétiques (cf livre de Boris) ; 2. une brochure sur le stakhanovisme ; 3. la

---

1. La Librairie du Travail et le Nouveau Prométhée sont deux librairies-maisons d'édition. La première est animée par l'ancien communiste Marcel Hasfeld et proche de *La Révolution prolétarienne* ; la seconde est liée au groupe et à la revue *Le Combat marxiste*, une tendance de la SFIO animée par d'anciens membres du Cercle communiste démocratique autour de Lucien Laurat.

traduction d'un article de Zinzinov paru dans les *Dernières nouvelles*; etc.»

Dans sa déclaration d'intention, l'association se propose « de recueillir et de répandre, à l'intention des gens de bonne foi, une information exacte et valable sur les "réalités soviétiques" ». Les membres de l'association entendaient « exercer ce droit et accomplir ce devoir hors de toute considération politique ou tactique, avec l'unique préoccupation de réagir contre le parti pris et contre l'ignorance ». Dans leur conception, une information « exacte et valable » devait répondre aux critères suivants : « 1) des textes authentiques et documents officiels, en premier lieu de source bolcheviste, scrupuleusement vérifiés et traduits de première main, avec indication d'origine contrôlable; 2) des témoignages véridiques et désintéressés librement produits par des gens qui, citoyens de l'URSS ou non, ont vécu l'existence même du peuple travailleur de ce pays, c'est-à-dire partagé ses conditions de logement, d'alimentation, de travail, de vie spirituelle, sans accepter de privilèges ou sans considérer leurs privilèges comme le sort commun; 3) des études consciencieuses étayées des éléments ci-dessus définis. »

« La vérité doit être dite en tout état de cause, indépendamment de toute idée préconçue de droite ou de gauche », insiste cette déclaration avant de souligner que « les diverses conceptions fondées sur des fictions, des sentiments irraisonnés, voire de simples mensonges, sont également contraires au progrès de l'humanité ». Publier la vérité sur l'URSS, c'est donc « servir avant tout la cause des peuples de l'URSS eux-mêmes, inséparables du destin des autres peuples d'Europe et d'Asie ».

L'association est domiciliée chez Pierre Solignac, pseudonyme d'André Lejard, ancien militant com-

muniste qui participe aux activités du Cercle. Elle fait paraître sept brochures entre 1936 et 1937 : *La Peine de mort en URSS. Textes et documents*; *Un témoignage : URSS 1935*; *Bilan de la Terreur en URSS. Faits et chiffres*; *Un Français moyen en URSS. Témoignage*; *Les Procès politiques en URSS. Articles d'Édouard Herriot*; *Un mineur français en URSS. Rapport de Kléber Legay*; *Ouvriers et Paysans en URSS. Articles de Boris Souvarine*. Elles sont diffusées par la Librairie du Travail de Marcel Hasfeld. Elles veulent donner aux travailleurs des informations sûres sur le régime intérieur et le sort des classes laborieuses en URSS alors que les publications qui tentent de divulguer la vérité sur cette question sont rares et confidentielles.

L'événement qui attire l'attention de l'opinion, ce sont les procès de Moscou dont le premier s'ouvre le 19 août 1936 <sup>16</sup>. Sur le banc des accusés figurent d'anciens compagnons de Lénine comme Gregori E. Zinoviev, Lev B. Kamenev, Gregori E. Evdokinov et Ivan N. Smirnov. Ils sont accusés d'avoir, sur instructions de Trotski, constitué un « Centre terroriste trotskiste-zinovieviste » et organisé des équipes de terroristes, notamment celle qui pétra « l'assassinat perfide du camarade Kirov », prélude à des attentats contre Staline et les principaux dirigeants du parti. Au cours des audiences, les accusés confirment leur culpabilité, qui constitue la base de l'accusation menée par le procureur Vychinski. Dans la nuit du 23 août, tous les accusés sont condamnés à mort et exécutés. *La Révolution prolétarienne* publie alors un numéro spécial, consacré au procès, dans lequel figure une courte déclaration de Boris Souvarine <sup>17</sup>. Pour lui, les inculpés connus sont innocents des crimes imaginaires dont ils se chargent, tandis que les inculpés inconnus ne sont que les instruments du Guépéou.

Les «aveux» ont sans doute été obtenus «sous menace de mort ou de torture et promesse de vie sauve». Le seul véritable acte criminel évoqué au procès est le meurtre de Kirov, «l'attentat isolé d'un isolé» qui ne révèle qu'un «état désespéré, non une organisation». D'une manière prémonitoire, il conclut : «Étant donné l'indifférence de l'opinion publique occidentale, on doit s'attendre, hélas! à de nouveaux soi-disant procès, à de nouveaux prétendus aveux, suivis de nouveaux massacres.» C'est la seule réaction publique de Souvarine au premier procès, tandis qu'il met à la disposition de Léon Sedov, le fils de Trotski qui réside alors à Paris, «sa collection de coupures de presse sur l'opposition russe», pour les besoins de la contre-enquête sur les procès de Moscou <sup>18</sup>.

L'année suivante, à la suite du second procès, Souvarine publie son premier véritable article sur le sujet, où il tente d'expliquer l'attitude des condamnés <sup>19</sup>. Il reviendra peu après sur les deux premiers procès dans «Cauchemar en URSS», le premier texte que nous publions ici. Souvarine dresse un premier bilan de l'ampleur de la répression et de la personnalité des accusés et des victimes, puis insiste sur les contradictions flagrantes de l'accusation : «Dix ans après la défaite de Trotski [...], le trotskisme est déclaré ennemi public n° 1 dans cet État soviétique d'où Staline prétendait l'avoir extirpé. <sup>20</sup>» Au niveau des résultats économiques, les prétendus succès de la construction du socialisme réfutent les accusations fantastiques de sabotage dont de nombreux cadres du régime sont accusés. Les questions à résoudre concernent la raison de ces aveux, «les moyens inavouables de les obtenir et à quelles fins inavouées de Staline». Un retour vers le passé, à partir du procès du Donetz de juin 1928, permet de mieux comprendre le mécanisme et la

fonction des procès. Dans une société qui n'a pas supprimé les classes «mais seulement modifié et radicalisé le mécanisme du mode d'exploitation de l'homme par l'homme et les procédés d'appropriation par une minorité privilégiée des fruits du travail de la majorité laborieuse», le parti exerce «une hégémonie sans contrepoids ni frein». Ayant «supprimé toute expression normale des intérêts collectifs et des besoins individuels, refoulé toute activité spirituelle, étouffé la pensée libre, les concurrences et les rivalités se traduisent en fin de compte par ces épurations, évictions, persécutions homicides dont les événements actuels ou récents offrent les aspects les plus odieux, sous l'idéologie officielle».

Durant toute l'année 1937, à propos des affaires survenues dans l'Armée rouge, Souvarine n'a de cesse de dénoncer la fausseté et la perversion des accusations. Pourtant, faute de vraiment cerner les mobiles de Staline – ainsi qu'il le reconnaît –, il explique les procès sur le seul plan de la politique intérieure du régime : exacerbation de la dictature et mise en avant de boucs émissaires pour les difficultés économiques. Cependant, en mars 1938, Souvarine s'interroge sur les motifs de l'«épuration» de l'armée, de l'ordre de 20 000 à 30 000 victimes pour les seuls cadres militaires : «C'est à se demander si vraiment Hitler ne dispose pas en Russie d'un agent de premier ordre ayant pour nom Staline, et qui lui procure tant de victoires sans batailles. <sup>21</sup>» Par la suite, les révélations d'un transfuge du GRU (le service secret de l'Armée rouge), Walter Krivitski, réfugié en France à partir de la fin 1937 avant son départ aux États-Unis, et l'évolution des rapports soviéto-nazis l'amènent à considérer les procès comme les préliminaires indispensables à la conclusion d'un accord entre les deux régimes <sup>22</sup>. Tirant le bilan du XVIII<sup>e</sup> congrès

du parti communiste de l'URSS (10-21 mars 1939), Souvarine note l'extrême prudence de Staline en politique extérieure, ménageant « visiblement l'Allemagne et l'Italie »<sup>23</sup>. Après la chute de Litvinov, commissaire aux Affaires étrangères depuis 1930, Souvarine envisage un rapprochement entre Staline et Hitler. L'extermination de la « vieille garde » est le prix à payer pour parvenir à cet accord : « En accusant de germanophilie et de fascisme ses victimes, [...] Staline ne faisait que rejeter sur autrui ses intentions personnelles, selon un procédé classique, et précisément sur ceux qui pensaient tout le contraire. Le massacre de tant d'innocents n'est explicable que comme mesure préventive pour supprimer tout obstacle éventuel à un accord avec Hitler. »<sup>24</sup>

Durant l'entre-deux-guerres, et en particulier à partir du milieu des années 1920, l'image de l'URSS dans la gauche française est dans l'ensemble positive. Au cours des années 1930, le contexte international, marqué par la montée du nazisme, le début de la guerre d'Espagne et la perspective d'un nouveau conflit mondial, favorise la propagation du mythe du paradis soviétique censé incarner les espoirs de paix et de justice sociale. À partir de 1936, les procès de Moscou et la parution du *Retour d'URSS* d'André Gide – suivi en 1937 de *Retouches à mon retour de l'URSS* – entraînent des doutes sur la nature de l'expérience soviétique, mais qui ne touchent que des marginaux et des minorités de la gauche.

Rappelons le contexte dans lequel doivent se faire entendre ceux qui veulent émettre un point de vue divergent sur la politique de l'URSS, ainsi que la

violence des diatribes du PCF. Commentant l'exécution des seize condamnés du premier procès – qualifiés de « vils individus [...] aux ordres de Trotski et de la Gestapo hitlérienne » –, *L'Humanité* du 26 août 1936 indique qu'il s'agit d'un « acte de légitime défense » contre ceux qui préparaient « l'agression hitlérienne et japonaise contre le pays du socialisme ». De même, Aragon écrit dans *Commune* (octobre 1936) que le procès est dominé par « la figure [...] de Trotski, allié de la Gestapo, le saboteur international du mouvement ouvrier ».

En ce qui concerne les socialistes français, leur attitude à l'égard de l'expérience soviétique est marquée, comme celle de l'Internationale socialiste, par « la reconnaissance fondamentale du caractère socialiste de l'entreprise bolchevique »<sup>25</sup>. Au moment du procès d'août 1936, Léon Blum est président du conseil après la victoire électorale des candidats du Rassemblement populaire. La SFIO est désormais un parti de gouvernement, engagé dans une politique d'unité d'action avec le PCF dont les nécessités tactiques entraînent de lourdes conséquences dans la manière dont les socialistes rendent compte des réalités soviétiques. Dans le domaine international, l'insurrection des généraux factieux contre la république en Espagne, soutenue par l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, suscite l'inquiétude tandis que Blum lie la préservation de la paix européenne à l'unité des démocraties occidentales avec l'URSS. Malgré un article courageux de Maurice Paz<sup>26</sup>, la SFIO reste très en retrait sur la question et il faut attendre le troisième procès pour que Léon Blum émette des critiques – mais dans une conjoncture bien différente de celle de l'été 1936<sup>27</sup>. D'une manière générale, les intellectuels favorables au Front populaire refusent de prendre parti sur la

question des procès. « Nous n'avons, quant à nous, écrit Jean Guéhenno dans l'hebdomadaire de gauche *Vendredi*, [...] à être staliniens ni trotskistes : ce sont là des affaires spécifiquement russes. <sup>28</sup> » La Ligue des droits de l'homme adopte un rapport dont la conclusion affirme que « du procès ressort la complicité de l'Allemagne », tandis qu'une proposition de résolution de son président Victor Basch, « traduisant ses angoisses », est rejetée car cela « aurait pu créer des dissensions graves au sein du Rassemblement populaire <sup>29</sup> ». Par sa place centrale dans la gauche, l'attitude de la Ligue permet de neutraliser la plupart des réserves faites sur le plan de l'éthique juridique. Malgré l'in vraisemblance des accusations et l'indignation de quelques-uns, le sursaut de l'opinion dans une sorte d'affaire Dreyfus internationale n'a pas lieu. Dans *Faux Passeports* (prix Goncourt 1937), Charles Plisnier se demande : « Comment l'opinion du monde ne se soulève-t-elle pas ? Qu'est devenu cette conscience ouvrière qui laisse déshonorer par des fonctionnaires les survivants de sa première révolution ? Et cette "passion juridique" de la bourgeoisie libérale qui agitait la France et l'Europe pour l'honneur d'un juif dégradé ? Et la "religion du goût", cette faculté de l'âme qu'on ne saurait offenser sans mettre en question la dignité de tous les hommes ? <sup>30</sup> »

Quelques années plus tard, évoquant la mémoire de l'universitaire américain John Dewey, qui avait été un des intellectuels les plus engagés dans la dénonciation des procès aux États-Unis, Alfred Rosmer, l'un de ces marginaux et l'une des chevilles ouvrières de la contre-enquête sur les procès, résume ainsi la situation : « On était à l'époque du Front populaire ; Hitler menaçait ses voisins ; ce n'était pas le moment de diviser les forces antifascistes ; on se détournait des questions qu'il fallait poser, et les

“aveux” étaient un prétexte commode pour les dérobades. <sup>31</sup> »

De son côté, faute de trouver un écho « à gauche », Souvarine semble entamer une évolution vers la « droite », achevée définitivement après la Seconde Guerre mondiale, comme tendraient à le prouver sa collaboration régulière au *Figaro* sur les questions soviétiques à partir de février 1937 ou sa participation assidue au comité de rédaction des *Nouveaux Cahiers*. Une anecdote rapportée par Victor Serge caractérise son état d'esprit d'alors. En avril 1936, accueilli à Bruxelles après sa libération de l'isolateur d'Orenbourg en Sibérie, Victor Serge reçoit la visite d'intellectuels parisiens qui viennent lui dire : « N'écrivez rien sur la Russie, vous seriez peut-être trop amer... Nous sommes au départ d'un formidable mouvement d'enthousiasme populaire, si vous voyiez Paris, les meetings, les manifestations ! C'est la naissance d'une espérance sans bornes. Nous sommes alliés au parti communiste, il entraîne des masses magnifiques ! La Russie reste pour elles une pure étoile... D'ailleurs, on ne vous croirait pas... » Seul Boris Souvarine, isolé et à contre-courant, lui déclare : « La vérité toute nue, le plus fortement possible, le plus brutalement possible ! Nous assistons à un débordement d'imbécillité dangereuse ! <sup>32</sup> »

Philippe Robrieux a pu écrire que Souvarine avait été « une intelligence et un savoir exceptionnels, ainsi qu'un caractère authentique, perdus pour le mouvement ouvrier <sup>33</sup> ». Sans goût particulier pour le paradoxe, si l'on restitue aux mots leur sens véritable, il serait plus juste de dire que c'est le mouvement ouvrier lui-même qui s'est perdu en cautionnant et en approuvant le mensonge et la terreur. Simone Weil rapporte sa consternation de voir un congrès syndical applaudir les condamnations à

mort du second procès de Moscou<sup>34</sup>. D'autres que Souvarine ont eu l'immense mérite de dire que ce prétendu socialisme s'était transformé purement et simplement en son exact contraire, mais sans abandonner la perspective d'une authentique libération sociale. Ainsi l'anarchiste russe Voline et le communiste de conseils allemand Otto Rühle dénonceront-ils chacun à leur manière le fascisme rouge<sup>35</sup>. De là, sans doute, vient la difficulté à définir la position de Souvarine au moment où les mots et les symboles de l'émancipation perdent leur signification originelle et se transforment en instruments de mensonge et d'imposture. L'impuissance du mouvement ouvrier est patente en janvier 1933 comme en août 1914 : les deux principales défaites du mouvement prolétarien avant l'échec de la révolution espagnole et l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale. Cette dernière a consacré l'impossibilité du mouvement ouvrier à intervenir d'une façon autonome, mais sans, bien entendu, abolir l'antagonisme fondamental entre le capital et le travail qui prend d'autres formes et resurgit au cours d'un nouveau cycle de luttes de classe. Toutefois, si août 1914 avait abouti à la déclaration internationaliste de Zimmerwald et à une nouvelle espérance dans le mouvement ouvrier, rien de tel pour la Seconde Guerre mondiale. Au contraire, après 1945, l'intégration de la social-démocratie est totalement achevée dans les États occidentaux tandis que la victoire de Stalingrad blanchit l'URSS de la Grande Terreur stalinienne, des procès de Moscou et du pacte germano-soviétique.

Alors qu'il est « minuit dans le siècle », Souvarine parle d'une « agonie de l'espérance socialiste » ; une expression qui prend tout son sens si on l'analyse comme une réponse individuelle désespérée à la tragédie de la défaite du mouvement révolutionnaire

de l'entre-deux-guerres... Après la chute du faux communisme et le triomphe arrogant de l'empire du capitalisme, son apport est toujours indispensable si l'on veut saisir, comme l'a souligné Ante Ciliga, « l'importance des problèmes anciens pour la compréhension des problèmes nouveaux, comme pour l'estimation exacte des tâches de l'avenir ».

CHARLES JACQUIER  
Marseille, juin 2001

## Notes

1. Raoul Vaneigem, *Lettre de Staline à ses enfants réconciliés*, Verdier, Lagrasse, 1998, p. 8.
2. Lire Michel Barrillon, *D'un mensonge « déconcertant » à l'autre. Rappels élémentaires pour les bonnes âmes qui voudraient s'accommoder du capitalisme*, Agone-Comeau & Nadeau, Marseille-Montréal, 1999.
3. Boris Souvarine, *Staline. Aperçu historique du bolchevisme*, réédition Ivrea, 1992.
4. Lire Lénine, *Lettre ouverte à Boris Souvarine*, Spartacus, Paris, 1970 ; Boris Souvarine, *Autour du congrès de Tours*, Champ libre, Paris, 1981.
5. Pour plus de précisions sur les personnes citées, se reporter au CD-Rom du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, L'Atelier, Paris, 1997.
6. Lire « Octobre noir », *Bulletin communiste*, n° 22-23, octobre-novembre 1927. Article repris in Boris Souvarine, *À contre-courant. Écrits 1925-1939*, Denoël, Paris, 1985. Toutes les citations suivantes sans indication d'origine sont extraites de cet article.
7. Cet ouvrage a été réédité en 1997 par les éditions Ivrea sous le titre de *L'URSS en 1930*, suivi, suivant le souhait de Souvarine, de l'article « Le Plan quinquennal » (*Bulletin communiste*, n° 31, février 1930).

8. Lire Charles Jacquier, « L'affaire Francesco Ghezzi », *La Nouvelle Alternative*, n° 34, juin 1994, p. 57-61.
9. *La Lutte des classes*, n° 10, mai 1929.
10. *La Critique sociale* (1931-1934), La Différence, Paris, 1983. Désormais, CS-I pour les n°s 1-6; CS-II, pour les n°s 7-11, suivis du numéro de page.
11. CS-I, p. 50.
12. CS-II, p. 103.
13. Lettre citée par Jean-Louis Panné, « L'affaire Victor Serge », *Communisme*, n° 5, PUF, 1984.
14. *Bulletin d'études et d'information politique internationale (BEIPI)*, n° 15, 1<sup>er</sup>-15 décembre 1949, p. 2-3. La note de Souvarine est publiée par *Le Combat marxiste* (n° 10-11, juillet-août 1934) puis reproduite dans la brochure des Amis de la vérité sur l'URSS, *Bilan de la terreur en URSS. Faits et chiffres*.
15. Lettre d'André Lejard du 16 février 1936, aimablement communiquée par Jean-Louis Panné. Les citations sans indication d'origine en sont extraites.
16. Lire Nicolas Werth, *Les Procès de Moscou*, Bruxelles, Complexe, 1987, p. 15; *Les Procès de Moscou*, présentés par Pierre Proué, Julliard-Archives, Paris, 1964; Annie Kriegel, *Les Grands Procès dans les systèmes communistes*, Gallimard, Paris, 1972.
17. *La Révolution prolétarienne*, n° 230, 10 septembre 1936.
18. *Cahiers Léon Trotski*, n° 20, décembre 1984, p. 124-126.
19. « L'énigme du ténébreux procès de Moscou », *Le Figaro*, 6 février 1937. Article repris in Boris Souvarine, *À contre-courant*, op. cit., p. 289-295. Sur l'analyse des procès par Souvarine, lire Charles Jacquier, « La gauche française, Boris Souvarine et les procès de Moscou », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, Tome 45, n° 2, avril-juin 1998, p. 451-465.
20. Article paru quelque peu écourté dans la *Revue de Paris* (1<sup>er</sup> juillet 1937) et reproduit ici dans son texte intégral paru peu après en brochure. Les citations suivantes sans indication d'origine en sont extraites.
21. « Les coupes sombres dans l'armée et la flotte rouges », *Le Figaro*, 24 mars 1938.
22. W. G. Krivitski, *Agent de Staline*, Éditions Coopération, Paris, 1940 (rééd. Champ libre, 1979).
23. « Le "splendide isolement" de Staline », *Le Figaro*, 27 mars 1939.
24. *Le Figaro*, 7 mai 1939, in *À contre-courant*, op. cit., p. 354.
25. Annie Kriegel, *Les Internationales ouvrières*, « Que sais-je ? », PUF, Paris, 1983, p. 84.
26. Maurice Paz, « À propos du procès de Moscou », *Le Populaire*, 31 août 1936.
27. *L'Œuvre de Léon Blum. 1937-1940*, Albin Michel, Paris, 1965, p. 506-508.
28. Cité par Nicolas Werth, *Les Procès de Moscou*, op. cit., p. 52-53.
29. Françoise Basch, *Victor Basch. De l'affaire Dreyfus au crime de la Milice*, Plon, Paris, 1994, p. 284-288.
30. Charles Plisnier, *Faux passeports*, Actes Sud-Labor, Arles, 1991, p. 311.
31. « John Dewey homme d'action », *Preuves*, n° 17, juillet 1952, p. 1-5.
32. Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire 1901-1941*, Le Seuil, Paris, 1978, p. 344.
33. Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste français*, tome IV, Fayard, Paris, 1984, p. 512.
34. Simone Trétement, *La Vie de Simone Weil*, tome II, Fayard, Paris, p. 127.
35. Voline, « Le fascisme rouge », rééd. *Itinéraire*, n° 13, 1995; Otto Rühle, *Fascisme brun, fascisme rouge*, Spartacus, Paris, 1975.

# Cauchemar en URSS

Jadis, Galilée dut avouer à genoux, sous la menace du bûcher, que la Terre ne tournait pas.

Les prisonniers de Moscou avouent des choses non moins énormes...

GEORGES DUHAMEL

**L**A VIE INTÉRIEURE DE LA RUSSIE dite soviétique, terme impropre car depuis longtemps les soviets ont cessé d'exister, est dominée dans les dernières années par une véritable extermination de la « vieille garde » bolcheviste, c'est-à-dire des anciens cadres politiques dont le rôle s'identifie à l'histoire même de la révolution d'Octobre. Cette immolation a lieu sous des formes diverses, par de multiples procédés au nombre desquels les récents procès de Moscou et d'ailleurs sont peut-être les plus terrifiants, non les seuls efficaces. (Car bien d'autres communistes et révolutionnaires de toutes nuances périssent, anonymes, par la faim, le froid, l'épuisement, la maladie, dans des bagnes de toutes sortes, sans passer par aucun appareil judiciaire.) Les victimes ne sont pas seulement tuées, mais flétries et déshonorées au-delà de toute expression : on leur impute, en plus d'intentions terroristes diaboliques, des agissements de haute trahison, espionnage, intelligence avec l'ennemi, connivence avec les fascistes, sabotage industriel, explosions et catastrophes, actions contre-révolutionnaires, le tout englobé ou résumé dans le terme générique de « trotskisme ».

Article paru quelque peu écourté dans la *Revue de Paris* du 1<sup>er</sup> juillet 1937 et reproduit ici dans sa version intégrale.

Au supplice des vétérans du communisme léniniste, réalisé par étapes dont on n'a pas encore vu la dernière, succède ou correspond la déchéance collective du vieux personnel policier, naguère initiateur et exécuteur des répressions les plus implacables, aujourd'hui taxé des pires crimes de droit commun : corruption, vénalité, abus de pouvoir. Après des pluies de sang, une vague de boue. Et ce n'est pas fini. Les disgrâces se suivent aux sommets de l'administration gouvernementale. Des mutations s'accomplissent dans le haut commandement de l'armée rouge, pour des raisons obscures qui laissent place aux plus fâcheuses interprétations, et tout à coup l'un des hommes les plus en vue du Parti et de l'Armée se suicide, précédant de peu le procès à huis clos et l'exécution sans délai d'un maréchal éminent et des sept principaux généraux, véritable décapitation des cadres militaires du pays. On s'attend à de nouveaux procès, à de nouveaux massacres, à de nouveaux scandales. Et de toutes parts est posée la question : que se passe-t-il en URSS ?

Un bref rappel des faits essentiels ne sera pas inutile. En décembre 1935, le représentant de Staline à Leningrad, un certain Serge Kirov, fonctionnaire sans relief ni couleur, fut tué par un jeune communiste inconnu, L. Nicolaïev. L'événement produisit un grand effet de surprise, car les épurations successives des institutions communistes et soviétiques, les incarcérations en série, des déportations en masse, une législation draconienne, la technique perfectionnée des mesures policières, les représailles impitoyables exercées sur les familles, le régime permanent d'état de siège renforcé, tout semblait garantir aux dirigeants de l'État et du Parti une quiétude absolue. D'ailleurs, aucun attentat n'avait été commis depuis la guerre civile, depuis plus de quinze années. On ignore les mobiles de Nicolaïev comme

les circonstances de son geste, rien n'ayant transpiré de l'instruction, aucune information sérieuse n'ayant été fournie, aucun document publié. Cependant, la connaissance des choses de l'URSS permettait de supposer d'abord que le meurtrier avait agi seul ; peut-être eut-il deux ou trois confidents, mais on ne saurait l'affirmer, faute de renseignements puisés à bonne source.

À la suite de procédures secrètes, 103 personnes furent passées par les armes, puis 14 communistes, parmi lesquels Nicolaïev, soit 117 exécutions capitales. Peu après, à la stupeur générale, 19 personnalités bolchevistes en vue comme Zinoviev, Kamenev et Evdokimov étaient jetées en prison, jugées à huis clos, frappées de peines diverses, et 78 autres emprisonnées ou déportées sans autre forme de procès, comme Zaloutski, Safarov et Vardine, soit 97 au total, bien qu'étrangères à l'assassinat, de l'aveu des autorités. Mais on leur reprochait d'avoir créé jadis un mauvais état d'esprit à Leningrad, par leur attitude antérieure de critique et d'opposition à la politique officielle, d'avoir par exemple recueilli ou colporté des commérages, des anecdotes. (Beaucoup plus tard, il s'avéra qu'en juillet 1935 Kamenev, ayant fait l'objet d'un autre procès à huis clos parmi 30 accusés, pour la plupart inconnus de lui, avait été gratifié d'une condamnation supplémentaire.)

En même temps, fait insolite, mais lumineux, 12 des principaux chefs de la police à Leningrad, arrêtés, étaient à leur tour condamnés de deux à dix ans de prison, Medved en tête. Le jugement leur faisait grief de n'avoir pas empêché l'attentat dont ils connaissaient les préparatifs. Autrement dit, la Guépéou, aux ordres de Staline, était mêlée de près à l'affaire, inconcevable sans son immixtion active ; Kirov avait été assassiné par les siens au cours d'une opération compliquée, œuvre d'agents provocateurs,

Nicolaïev servant d'instrument. Une phase nouvelle de terreur accentuée s'ouvrit pour le malheureux pays déjà terrorisé outre mesure. On apprit dans la suite qu'une grande partie de la population de Leningrad – les estimations oscillent de 50 000 à 100 000 âmes, faute de données contrôlables – fut alors déportée en Asie. Mais dans toutes les Russies, la mort de Kirov entraîna des milliers, des dizaines de milliers d'arrestations, d'emprisonnements et de déportations. Le Parti communiste, cette fois spécialement visé, subit une nouvelle épuration plus rigoureuse encore que les précédentes et des exclusions innombrables livrèrent à la Guépéou une foule de bolcheviks suspectés de tiédeur ou de peccadilles, bientôt relégués en Sibérie, au Turkestan ou dans l'Extrême-Nord avec leurs familles innocentes.

Ce n'était pas tout. En août 1936 eut lieu inopinément à Moscou le «procès des 16», dit procès du «Centre terroriste trotskiste-zinoviéviste» (Zinoviev, Kamenev, Smirnov), sanctionné à toute vitesse par 16 exécutions capitales. En novembre de la même année, à Novossibirsk, un autre procès de terrorisme et de sabotage aboutit à 9 condamnations à mort et 6 exécutions. En janvier dernier, le «procès des 17» (Piatakov, Radek, Sokolnikov), dit procès du «Centre antisoviétique trotskiste» ou «Centre parallèle», se termina par 13 exécutions. Total à ce jour, 152 mises à mort avouées, sans compter les suicides, pour un seul Kirov, car il n'existe pas d'autre attentat illustrant l'accusation de terrorisme. Combien de gens, en réalité, ont payé, combien d'autres paieront de leur vie ce meurtre d'un communiste par un communiste, commis sous la responsabilité pleine et entière de la Guépéou, donc de Staline, ce «drame du milieu» par excellence, on l'ignore encore. Saura-t-on jamais? Et la lugubre série n'est pas close. Tous les jours, on fusille en

URSS par unités et par groupes, sans même informer la population. Par exception, on a fait connaître récemment 44 exécutions capitales en Sibérie, puis 11, puis encore 28, soit 83 en cinq semaines, pour deux localités sibériennes, sous des prétextes invérifiables, espionnage, sabotage et trotskisme. Hier enfin, après le suicide mystérieux de Ian Gamarnik, l'un des principaux dirigeants du Parti et de l'Armée, c'était le coup de foudre du procès sommaire et de l'exécution en quarante-huit heures, sous le prétexte inouï d'espionnage, du maréchal Toukhatchevski et de sept grands chefs militaires, près de la moitié d'un état-major sélectionné en vingt ans de révolution discontinue et de contre-révolution finale.

Mais les tueries ne sont pourtant pas l'aspect le plus saisissant de cet interminable cauchemar. C'est l'ensemble des conditions où il se déroule qui suscite dans les pays évolués un indicible sentiment de désarroi, d'horreur, de répulsion et de pitié. Que les bolcheviks ne vaillent pas mieux les uns que les autres, cela ne dispense pas de chercher la vérité, de vouloir la justice. Et si peu sympathiques que soient certains des condamnés, c'est le peuple russe qui est atteint à travers leurs médiocres personnes, comme aussi le sont des principes tenus pour imprescriptibles par l'humanité civilisée.

Avant même la première audience de chaque procès et la publication de l'acte d'accusation, sans aucune information préalable dans la presse communiste, dans l'ignorance complète des faits de la cause, une prétendue «opinion publique» singulièrement unanime et d'habitude silencieuse sort tout à coup de son mutisme pour exiger des peines capitales, hurle à la mort en termes atroces. Les enfants des écoles, les ouvriers des usines, les paysans de la steppe, les pêcheurs de la mer Blanche, les monta-

gnards du Caucase, les Tatares et les Tchouvaches, les Bachkirs et les Bouriates, les soldats et les marins, les fonctionnaires, les ingénieurs, les écrivains, les savants, les académiciens, les illettrés communient dans une même indignation spontanée, avec une curieuse identité de langage. À millions d'exemplaires, les journaux répètent à satiété l'imprécation d'une fillette, hier en âge de jouer à la poupée, comme par hasard conforme aux formules des éditoriaux de la *Pravda* et des *Isvestia*, feuilles officielles. Le président du tribunal ne montre pas la moindre curiosité professionnelle, ne pose aucune question propre à éclairer le procès, les témoignages ou les aveux, et ne sourcille pas quand les inculpés reconnaissent avoir dérobé les tours du Kremlin. Le procureur vomit sur les accusés un flot d'injures et d'anathèmes, sans se préoccuper de rien prouver. Là-bas, cela s'appelle la justice. Les inculpés renoncent à la défense sous prétexte de se défendre eux-mêmes et, en guise de plaidoyer, se chargent de tous les forfaits imaginables, ou plutôt inimaginables, se dénoncent les uns les autres, avouent tout et bien d'autres choses encore; ils entraînent dans leur perte le plus possible de camarades et d'amis, se découvrent des circonstances aggravantes, réclament avec frénésie le maximum de la peine et du déshonneur. Des condamnés se voient juger deux et trois fois pour les mêmes faits, dont ils ne sont manifestement point responsables. Pour tant de crimes et de criminels, tant de menées et de manigances, il n'y a pas de pièce à conviction, pas une. On n'a jamais vu non plus de témoin à décharge, pas un. Point de preuve, voire de présomption sérieuse. Il n'y a que des aveux. Avant de mourir, les victimes tiennent expressément à faire l'apologie du bourreau. Personne ne se soucie de vérité, ni les juges, ni les accusateurs, ni les accusés, ni la presse, mais tout le

monde s'applique à glorifier un certain Staline et à couvrir d'opprobre un nommé Trotski.

Que signifie cette dernière anomalie? Que Staline attende et réclame de ses sujets une glorification perpétuelle, même de la part des gens qu'il envoie à la mort, cela décèle sans doute un profond besoin d'être rassuré en permanence. Il a ses raisons intimes de la croire indispensable à son prestige. Mais à quoi rime exactement la chasse à l'homme conduite avec un tel acharnement contre Trotski, immuable accusé, éternel coupable, et son jeune fils Léon Sédov? On se le demande, sans trouver d'explication immédiate. Serait-il vrai qu'il existât en URSS, et même dans le monde entier, un dangereux trotskisme, et dangereux pour qui, pour quoi? La question vaut qu'on s'y arrête.

Staline a pris soin d'affirmer maintes fois que son irréductible adversaire est un homme seul, un général sans armée. Avec les extraordinaires moyens de propagande dont il dispose, il a pu convaincre aisément le public étranger, comme le gros du public en URSS. Et de fait, Trotski a été battu sans effort dans toutes les luttes intestines de son parti, depuis la mort de Lénine, et en exil s'est isolé de plus en plus. Par la force des choses, il a dû limiter son activité à des travaux littéraires. Même dans ce domaine, la maladie, les difficultés de la vie errante, la haute surveillance dont il est partout l'objet ne lui ont pas permis de donner sa pleine mesure. De caractère exclusif, intraitable et cassant, il a perdu presque tous ses amis, à un âge où l'on ne remplace pas les amis perdus. En URSS, tous ses compagnons d'armes, sans exception, ont été arrêtés, persécutés, la plupart brisés à jamais, les autres mis hors d'état de broncher. Mais le trotskisme?

On appelait ainsi autrefois la tendance la plus radicale du bolchevisme, la moins disposée aux

compromis, la plus extrême en théorie sinon en pratique. Il est évident que dans la Russie d'après la guerre civile, caractérisée par une immense lassitude, l'aspiration générale à la paix et à la détente contredit net une tendance aussi intransigeante. Ce qui explique pour une bonne part l'échec politique du trotskisme, tentative anachronique pour réaliser par persuasion un supplément de révolution. Restent les promesses démocratiques de Trotski, auxquelles nul n'accorde créance, et pour cause : en matière de démocratie pratique, toute les fractions du bolchevisme se valent. Bref, il n'a subsisté en URSS de trotskisme en action que celui de Staline en personne, introduit dans l'évolution soviétique par l'industrialisation à outrance et la collectivisation forcée de l'agriculture : Trotski n'a pas craint d'y reconnaître ses idées, tout en regrettant leur application tardive, maladroite et aventureuse. Hors de l'URSS et des autres États « totalitaires », il peut exister de minuscules groupes d'extrême gauche qui se réclament du trotskisme, mais de tels groupes ont toujours existé bien avant notre époque; ceux d'aujourd'hui éditent à grand'peine en divers pays de petits journaux quasi introuvables et dont Trotski est pour ainsi dire l'unique rédacteur. On ne voit guère dans tout cela de quoi exciter les fureurs de Staline. Si Trotski compte maintenant quelques sympathies de libéraux et de démocrates, à défaut de celles des prolétaires, c'est uniquement à raison des attaques féroces dont il est l'objet. S'il a trouvé une large audience en Amérique, c'est précisément grâce à Staline qui l'a fait expulser à grand fracas de Norvège au Mexique et le traite de puissance à puissance.

Or, dix ans après la défaite de Trotski, et même après l'arrestation de tous les trotskistes, après la suppression totale de leurs moindres possibilités d'expression, le trotskisme est déclaré ennemi

public n° 1 dans cet État soviétique d'où Staline prétendait l'avoir extirpé. Une sorte de mobilisation générale de toutes les forces vives de la nation est décrétée contre l'insaisissable doctrine. Moins il y a de trotskistes et plus le trotskisme est nocif, assure Staline. Cent fois mort et enterré, le trotskisme renaît toujours de ses cendres. Le nom de Trotski, prononcé à la fin de l'affaire Kirov sans conviction et d'une manière presque accessoire, revient avec une fréquence et une insistance croissantes pour représenter le principal instigateur et responsable de tous les crimes imputés en URSS aux non-conformistes. Tout individu appréhendé, quel que soit le motif, est d'office taxé de trotskisme. Au cours de la dernière année, on a découvert à foison de soi-disant nids de trotskistes dans toutes les institutions soviétiques, même au Tadjikistan, même dans les haras, même chez les Kirghizes. Il serait intéressant d'entendre de la bouche d'un Kirghize une définition du trotskisme. Toujours est-il que plus on fusille de trotskistes et plus ils prolifèrent. Un seul homme au monde est capable de le croire, Trotski lui-même, par inclination trop excusable à espérer contre toute espérance. Mais les désirs de Trotski, légitimes ou non, sont une chose et la vérité en est une autre. Il devient clair en tout cas que, dans l'URSS d'aujourd'hui, qui veut noyer son chien l'accuse de trotskisme. Reste à savoir le pourquoi et le comment de ce phénomène.

Il faut, bon gré, mal gré, s'arrêter aux procès d'hier pour comprendre ceux de demain et embrasser d'un coup d'œil l'état des choses soviétiques, à la veille du proche vingtième anniversaire de la révolution d'Octobre. Ces procès comportent des suites entrevues déjà, encore qu'incertaines : au moins un procès Rykov-Boukharine-Racovski à Moscou et un

procès Mdivani-Kavtaradzé-Okoudjava à Tiflis, les vedettes entourées de comparses. L'incertitude tient seulement au pouvoir dont jouit Staline de supprimer des hommes en les envoyant *ad patres*, en prison ou en Sibérie, sans le secours d'aucun tribunal, sans recours même au moindre simulacre de justice ; mais le sort des prisonniers ne laisse guère de doute, abstraction faite des considérations de forme.

Il est bon de dresser tout d'abord une liste des personnalités sacrifiées, compromises, suicidées, fusillées ou fusillables, en indiquant leurs principales fonctions et charges successives depuis la révolution de 1917. En effet, Staline fait dire ou écrire par ses porte-parole et porte-plume que tous ces gens-là sont des adversaires invétérés du bolchevisme depuis toujours, étrangers à la révolution soviétiste, et dont les antécédents annonçaient le destin d'ignominie. C'est la première affirmation qui mérite examen. Voici donc la liste des réprouvés, dans un ordre approximatif d'importance :

Léon Trotski, président du Soviet de Petrograd, membre du Comité Central du Parti, du Comité Exécutif des Soviets, du Bureau Politique du Parti, président du Comité militaire révolutionnaire qui organisa et dirigea la révolution d'Octobre, commissaire aux Affaires étrangères, président de la Première Délégation Soviétique à Brest-Litovsk, Commissaire aux Transports, président du Conseil révolutionnaire de la Guerre, commissaire à la Guerre et à la Marine, membre du Conseil du Travail et de la Défense, membre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Grégoire Zinoviev, le plus proche collaborateur de Lénine, membre du Comité Central du Parti, du Comité Exécutif des Soviets, du Bureau Politique du Parti, du Conseil du Travail et de la Défense, président du Soviet de Petrograd, président du

Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, codirecteur du *Bolchevik*.

Léon Kamenev, codirecteur de la *Pravda*, membre du Comité Central du Parti, puis de son Bureau Politique, membre et ensuite président du Comité Exécutif des Soviets, délégué à Brest-Litovsk, ambassadeur extraordinaire à Londres, président du Soviet de Moscou, président du Conseil du Travail et de la Défense, directeur de l'édition des *Ceuvres Complètes* de Lénine, vice-président du Conseil des Commissaires du Peuple, directeur de l'Institut Lénine, codirecteur du *Bolchevik*, ambassadeur de l'URSS à Rome, Commissaire au Commerce.

Nicolas Boukharine, principal théoricien du bolchevisme après Lénine, auteur de *L'ABC du Communisme* et de la *Théorie du Matérialisme historique*, répandus à millions d'exemplaires comme manuels classiques obligatoires, membre du Comité Central du Parti, de l'Exécutif des Soviets, du Bureau Politique, directeur de la *Pravda* et du *Bolchévik*, membre de l'Exécutif de l'Internationale Communiste, de l'Académie Communiste, de l'Académie des Sciences, directeur des *Isvestia*.

Georges Piatakov, président du Soviet de Kiev, puis du premier Conseil des Commissaires du Peuple en Ukraine, membre du Comité Central du Parti et de l'Exécutif des Soviets, vice-président du Conseil supérieur économique, président du Comité principal des Concessions, membre du Conseil du Travail et de la Défense, président de la Banque d'État, représentant commercial de l'URSS à Paris, Commissaire-adjoint à l'Industrie lourde.

(Ces cinq personnages sont ceux que mentionne Lénine comme appelés à diriger le Parti et l'État, dans le document connu sous la dénomination de « Testament de Lénine ».)

Alexis Rykov, membre du Comité Central du Parti et de l'Exécutif des Soviets, Commissaire à l'Intérieur, président du Conseil supérieur économique, vice-président du Conseil du Travail et de la Défense, membre du Bureau Politique, vice-président, puis président du Conseil des Commissaires du Peuple, Commissaire aux PTT.

Michel Tomski, membre du Comité Central du Parti et de l'Exécutif des Soviets, membre du Bureau Politique, président du Conseil central des Syndicats, membre du Conseil du Travail et de la Défense, directeur des Éditions d'État.

Grégoire Sokolnikov, membre du Comité Central du Parti et de l'Exécutif des Soviets, membre du premier Bureau Politique, codirecteur de la *Pravda*, président de la deuxième délégation à Brest-Litovsk et signataire du traité. Commissaire aux armées pendant la guerre civile à la tête des II<sup>e</sup>, VIII<sup>e</sup>, IX<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> armées, commandant du front de Turkestan, Commissaire aux Finances, délégué à la Conférence de La Haye en 1922, vice-président du Plan d'État, ambassadeur de l'URSS à Londres, Commissaire-adjoint aux Affaires étrangères, Commissaire-adjoint à l'Industrie forestière.

(Ces huit personnages ont été, aux côtés de Lénine, membres du Bureau Politique, le véritable organe dirigeant du Parti communiste, de la révolution d'Octobre et de l'État soviétique; ce collègue suprême ne comptait à l'origine que sept membres, puis seulement cinq, puis de nouveau sept, du vivant de Lénine.)

Christian Racovski, membre du Comité Central du Parti et de l'Exécutif des Soviets, président du Conseil des Commissaires du Peuple en Ukraine et Commissaire aux Affaires étrangères, membre de l'Exécutif de l'Internationale Communiste, délégué à la Conférence de Gênes, ambassadeur de l'URSS à

Londres, puis à Paris, Commissaire-adjoint aux Affaires étrangères.

Ivan Smirnov, membre du Conseil révolutionnaire de la Guerre du front oriental pendant la guerre civile, Commissaire aux armées à la tête de la V<sup>e</sup> armée, président du Comité révolutionnaire de Sibérie, secrétaire du Parti à Pétrograd, vice-président de la Région nord-ouest, directeur de l'Industrie de Guerre au Conseil supérieur économique, membre du Comité Central du Parti et de l'Exécutif des Soviets, Commissaire aux PTT.

Ivar Smilga, membre du Conseil révolutionnaire de la Guerre, Commissaire aux armées sur plusieurs fronts pendant la guerre civile, vice-président du Conseil supérieur économique, vice-président du Plan d'État, chef de la Direction politique de l'Armée, membre du Comité Central du Parti et de l'Exécutif des Soviets.

Léonide Sérébriakov, membre du Présidium du Soviet de Moscou puis du Présidium et du Secrétariat de l'Exécutif des Soviets, membre et secrétaire du Comité Central du Parti, Commissaire-adjoint aux Transports.

Karl Radek, membre du Comité Central du Parti, de l'Exécutif des Soviets, de l'Exécutif de l'Internationale Communiste, recteur de l'Université des peuples d'Orient à Moscou, principal rédacteur diplomatique de la *Pravda* et des *Isvestia*, chargé des missions les plus importantes, délicates ou scabreuses par le Commissariat des Affaires étrangères, l'Internationale Communiste et le Bureau Politique.

Léon Sosnovski, président du Soviet régional de l'Oural, fondateur et directeur de la *Krasnaïa Gazeta*, de la *Biednota*, du *Goudok*, membre du Présidium de l'Exécutif des Soviets, président du Comité révolutionnaire d'Ekaterinbourg, délégué à

la Conférence de Gênes, un des principaux rédacteurs de la *Pravda*.

Boudou Mdivani, ambassadeur à Angora, président du Conseil des Commissaires du Peuple en Géorgie, représentant commercial de l'URSS à Berlin et à Paris.

Nicolas Mouralov, membre du Conseil révolutionnaire de la Guerre auprès de la III<sup>e</sup> armée, puis de la XII<sup>e</sup>, pendant la guerre civile, un des premiers décorés de l'Ordre du Drapeau Rouge, commandant des troupes de la région de Moscou, Commissaire-adjoint à l'Agriculture.

Ian Gamarnik, Commissaire aux armées pendant la guerre civile, membre du Conseil révolutionnaire de la guerre sur le front sud, membre du Comité central du Parti et de l'Exécutif des Soviets, Commissaire-adjoint à la Guerre, chef de la Direction politique de l'armée.

Grégoire Evdokimov, membre du Comité Central du Parti et de l'Exécutif des Soviets, vice-président du Soviet de Petrograd.

Ivan Bakaïev, chef de la Tchéka de Petrograd pendant la guerre civile, membre de l'Exécutif des Soviets et de la Commission centrale de Contrôle du Parti.

Michel Bogouslavski, président du Soviet de Voroneje, membre du Présidium du Soviet de Moscou et de l'Exécutif des Soviets, président du petit Conseil des Commissaires du Peuple.

Vissarion Lominadzé, secrétaire du Comité Central du Parti en Géorgie et de l'Internationale des Jeunesses communistes, membre du Comité Central du Parti et de l'Exécutif des Soviets.

N. Ouglanov, membre du Comité Central du Parti et de l'Exécutif des Soviets, secrétaire du Comité de Moscou, puis du Comité Central du

Parti, membre suppléant du Bureau Politique, Commissaire au Travail.

Abrégeons : A. Beloborodov, président du Soviet d'Ekaterinbourg, Commissaire à l'Intérieur ; J. Drobnis, président du Soviet de Poltava, membre du petit Conseil des Commissaires du Peuple ; E. Préobrajenski, membre de l'Académie Communiste ; S. Mratchkovski, G. Safarov, S. Kavtaradzé, V. Ter-Vaganian, E. Dreizer, I. Reingold, Zaloutski, Koukline, Vardine, Glebov-Avilov, Okoudjava ; le maréchal Toukhatchevski, les généraux Iakir, Ouborévitch, Kork, Eideman, Feldman, Primakov et Putna ; des officiers supérieurs comme Kouzmitchov, Levandovski et Schmidt, etc., sont tous ou ont été des bolcheviks très en vue à divers titres, commissaires politiques, chefs militaires, rédacteurs dirigeants de journaux et revues, militants des plus responsables du Parti et de l'État.

Nous sommes donc réellement en présence des figures de premier plan de la révolution bolcheviste, presque au grand complet, des fondateurs authentiques de la République des Soviets – ou de leurs cadavres. Constatation strictement objective de dictionnaire qui réduit à néant la thèse de Staline sur le passé des « criminels » et met en garde contre les autres assertions du même, car l'imposture est ici trop flagrante. D'autre part, à qui fera-t-on croire qu'une génération politique entière, mûrie dans les épreuves, formée dans les combats, puisse devenir sur le tard tout le contraire de ce qu'elle était ? Il y a là une sorte d'impossibilité organique. Les hommes évoluent avec l'âge, on le sait de reste, d'aucuns se modèrent et certains parfois se renient. Mais ceux-ci, dans un ensemble parfait, seraient devenus, comme par enchantement, à la fois assassins, voleurs, espions, fascistes, saboteurs et traîtres ? Les bolcheviks sont ce qu'ils sont, chacun a le droit de

les juger en toute sévérité, mais à condition, bien entendu, de ne pas les prendre pour d'autres.

Et comment les apprécie-t-on dans leur pays, ces « héros » de la révolution et de la guerre civile, ces présidents de Soviets et commissaires du Peuple, vingt ans après la fameuse « victoire » d'Octobre ? En parcourant la presse communiste, on relève à leur adresse les épithètes suivantes, textuelles, mille et mille fois répétées : « Criminels, espions, bandits, scélérats, gredins, gangsters, voleurs, vendus, saboteurs, provocateurs, fascistes, ordures, jésuites, déchets, rebuts, crapules, menteurs, banqueroutiers, traîtres ignobles, assassins à gages, ennemis du peuple, valets du capital, canailles fieffées, agents de la Gestapo, misérables défaitistes, infâmes résidus, bas rejetons, chiens enragés, fauves sanguinaires, reptiles venimeux, bande de brigands, bas-fonds, trafiquants de sang du peuple, infâmes parmi les infâmes, agents fascistes vénaux trois fois méprisables », etc.

On en passe, et de meilleures. Radek bénéficie de qualificatifs particuliers, comme « ignoble supertraître » et « reptile rampant et vicieux » ; ce reptile, par surcroît, « dissimulait ses dents venimeuses dans un sourire cajoleur » et, non seulement « s'accrochait comme un ver au puissant chêne de l'État soviétique », ce qui n'est déjà pas mal, mais trouvait le moyen de « muer instantanément en n'importe quelle couleur pour tisser en coulisse des toiles d'araignée contre-révolutionnaires ». Le reptile-ver-araignée-caméléon en question n'est nul autre que le principal mandataire officiel de Moscou dans le monde ouvrier, et officieux dans le monde diplomatique, chargé de faire la leçon tantôt aux chancelleries, tantôt au mouvement révolutionnaire. Avis à ceux qui auront dorénavant à négocier avec des plénipotentiaires soviétiques. Trotski, comme

de juste, est favorisé de tout un lot de compliments choisis : « Monstre vil, maniaque sanglant, chien méprisable, super-bandit, bouffon sanguinaire », et enfin, et surtout, suprême flétrissure, injure suprême, paroxysme de l'invective : « petit bourgeois ». Il s'agit du grand meneur d'Octobre, de l'homme en qui les bolcheviks unanimes saluaient naguère « l'organisateur de la victoire » de l'armée rouge. Voilà qui promet, pour le jour de la chute des successeurs. Quant aux représentants les plus éminents du socialisme occidental, aux amis politiques et personnels de Léon Blum qui ont timidement prié Staline d'accorder aux inculpés d'élémentaires garanties de justice, leurs « manœuvres de fripouilles » révèlent des « scélérats sans conscience », authentiques « laquais de la bourgeoisie » et « défenseurs méprisables des assassins fascistes ». Ni plus ni moins.

Ces échantillons de vocabulaire et de style donnent une idée atténuée de la violence et de la grossièreté des diatribes quotidiennes où il n'est question que d'écraser les « nids de vipères trotskistes », de « fusiller comme des chiens » la « meute de reptiles » (*sic*). Il y aurait une instructive anthologie de prose soviétique à composer, sous le titre : « Les bolcheviks peints par eux-mêmes. » On devine ce que les insultés écriraient de leurs insulteurs s'ils en avaient licence. Mais les extraits donnés ici suffisent pour une observation capitale : jamais les plus irréductibles ennemis du bolchevisme n'ont traité les bolcheviks de la sorte, porté à ce diapason les appréciations péjoratives. En tout état de cause, le régime soviétique sort déshonoré de ce bain de sang et de boue, souillé d'une honte ineffaçable. Car de deux chose l'une... Est-il besoin d'explicitier ?

On n'avait pas tout vu. Entre les deux procès de Moscou s'est produit un fait nouveau, inattendu, presque incroyable : le chef de la Guépéou,

Commissaire du Peuple à l'Intérieur et à la Sûreté, exécuter des hautes œuvres et maître des basses œuvres de Staline, Iagoda en personne était brusquement destitué, nommé Commissaire aux PTT. Il avait donc si mal travaillé? Car devenir ministre des Postes, en URSS, ne présage rien de bon. Smirnov le fut et il est mort fusillé. Rykov l'a été et il est en prison, probablement pour être sacrifié tôt ou tard. Même le premier Commissaire aux PTT, Glebov-Avilov, est incarcéré, menacé de mort. Iagoda prenait donc le chemin funèbre. En effet, six mois plus tard, cette fois comme prévu, on apprenait son arrestation et celle de plusieurs centaines (!) de ses auxiliaires. Agranov et Prokofiev, ses deux principaux adjoints, semblent promis au sort de leur chef. Ces individus omnipotents qui, sous l'égide et aux ordres de Staline, tenaient à leur merci durant plus de dix ans la sécurité, l'honneur et la vie de cent soixante-dix millions de sujets, qui exerçaient à la fois la police et la justice, l'instruction secrète et la répression sans frein, l'extorsion de l'or et l'extorsion des aveux, la réquisition des blés et la confiscation du bétail avec la mise au pas des moujiks, le droit du seigneur et les prérogatives des bourreaux, sont à l'heure actuelle plongés dans la honte et l'abjection. Il n'est méfaits ni forfaits dont ils ne soient regardés comme coupables. Peut-être expieront-ils même la tare du trotskisme, contractée en persécutant les trotskistes. À coup sûr, ils auront à répondre d'improbité, de prévarications, de débauches, de brimades, d'arbitraire illimité, d'injustices innombrables, de meurtres et de tortures. Mais rien ne peut défaire le mal qu'ils ont fait, ni ranimer leurs victimes. Et là encore, de deux choses l'une... Le dilemme est sans issue. La réputation du régime n'en sera pas lavée devant l'histoire, bien que Staline ait de nos jours latitude de rejeter sur des acolytes ses

propres responsabilités pour se parer d'innocence. Après vingt ans de bolchevisme étatisé, la gangrène ronge tous les rouages politiques, économiques, administratifs, judiciaires et culturels du système soviétique. Les communistes seraient embarrassés de montrer un État capitaliste offrant un tel spectacle de décomposition, une société bourgeoise dégageant une telle odeur.

Les quatre principaux collaborateurs de Staline ont été plus ou moins durement atteints par les derniers événements. Ordjonikidzé, son compère de toujours, membre du Bureau Politique et Commissaire à l'Industrie lourde, n'ayant rien vu, rien su des crimes monstrueux reprochés au Commissaire-adjoint, est mort par ricochet de la balle qui a tué Piatakov. Iagoda, son « porte-glaive » (*sic*), médite au cachot la fragilité des choses de ce monde et imagine avec des sueurs froides les interrogatoires qu'on lui fera subir, qu'il infligeait hier à tant d'innocents, et les procédés par lesquels on lui arrachera des aveux spontanés. Kaganovitch, membre du Bureau Politique et Commissaire aux Transports, éclaboussé du sang de ses adjoints, critiqué pour la première fois en public, sort diminué de la sinistre aventure. Postychev, sorte de Kirov pour l'Ukraine, blâmé, expédié de Kiev à Samara, est en disgrâce.

Le sort des Commissaires du Peuple et autres dignitaires, en général, semble peu enviable. Outre les révocations suivies d'arrestations conduisant au banc des accusés, la presse soviétique a enregistré en quelques mois la destitution de Mariassine, Commissaire-adjoint aux Finances; d'Arkous et Fatianov, vice-présidents de la Banque d'État; d'un autre Mouralov, Commissaire-adjoint à l'Agriculture; de Bykov, Commissaire aux PTT; de

Joukov, Commissaire-adjoint aux PTT; de Kerjentzev, président de la Radiodiffusion; de Lobov, Commissaire à l'Industrie forestière; de Kaminski, Commissaire à la Santé; de Pachoukanis, Commissaire-adjoint à la Justice; de Krestinski (ancien secrétaire du Comité Central, Commissaire aux Finances, ambassadeur à Berlin), Commissaire-adjoint aux Affaires étrangères, refoulé comme adjoint à la Justice (presque aux PTT); de Khintchouk (ancien président des Coopératives, Ambassadeur à Berlin), Commissaire au Commerce; de Kalmanovitch, Commissaire-adjoint aux Sovkhoz; de Zimine, Commissaire-adjoint aux Transports; de Balitski, Commissaire à l'Intérieur pour l'Ukraine; de Goloded, président du Conseil des Commissaires en Russie Blanche; de Rosengoltz, Commissaire au Commerce extérieur; de Mouklévitch, Commissaire-adjoint à l'Industrie de Guerre; de Stroumiline, Directeur-adjoint de la Statistique. Le président de l'Exécutif des Soviets en Russie Blanche, Tcherviakov, se suicide. Le premier Commissaire à la Santé, Sémachko, grand ami de Lénine, est incriminé de concussion. Chvernik, président du Conseil central des Syndicats, n'a échappé de justesse aux sanctions qu'en livrant à la Guépéou plusieurs de ses collaborateurs accusés de trotskisme. Certains commissaires *in partibus* à la littérature, Averbach et consorts, Iasenski et sa clique, sont dénoncés, poursuivis, emprisonnés. Enfin, aux Affaires étrangères comme dans l'Armée et la Marine, à la Justice comme dans la Police, dans l'industrie comme dans les syndicats, on ne compte plus les hauts fonctionnaires en disgrâce. Il y a en URSS de l'encombrement sur le sentier qui conduit du Capitole à la roche Tarpéienne.

À la lecture des informations moscovites, comptes rendus et commentaires officiels des procès, plusieurs constatations et observations d'ordre général s'imposent à tout esprit quelque peu libre, les objections précises affluent sur chaque point discutable. Il importe de retenir, dépouillées des détails superflus, celles qui projettent le plus de clarté tant sur ces sombres épisodes de la vie russo-soviétique renouvelés du Moyen Âge que sur le régime politique et social, juridique et moral, dont ils sont les produits caractéristiques. L'intérêt du sujet déborde même les limites de la Russie, car le régime dit soviétique tend à l'universel, – le bolchevisme prétend s'imposer par tous les moyens et sur toute la terre, le pouvoir de Staline s'étend très au-delà des frontières de l'URSS et exerce notamment, outre sa pression naturelle sur la politique européenne, une influence considérable en France du fait de la participation communiste à la majorité gouvernementale. Dans les principaux pays, Moscou dispose non seulement d'un parti nombreux et remuant, qui n'est comparable à nul autre par l'organisation, la discipline et la direction autoritaire, doté d'extraordinaires moyens de propagande et de pénétration aux frais du plus grand des budgets d'État, mais, en plus, de multiples filiales camouflées, institutions annexes, éditions pléthoriques. Ainsi ont été embrigadés au service de la plus inhumaine des dictatures, entre autres les « intellectuels de gauche » dont le professeur Langevin est ici un type représentatif, toujours prêts à applaudir par principe, décuplé ou centuplé en URSS, ce qu'ils réprouvent de dictatorial en Italie ou en Allemagne. Passés maîtres dans l'art de circonvenir et d'abuser les vieux groupements démocrates sans boussole, les mercenaires proprement dits de la bolchevisation généralisée deviennent un réel danger par les complaisances aveugles dont ils

s'assurent en échange de leur soutien relatif et précaire. La Ligue des Droits de l'Homme, par exemple, née pourtant de l'affaire Dreyfus, en est à justifier dans son journal, par esprit de parti ou de « front », les procédés simili-judiciaires de la Guépéou, auprès desquels, en vérité, l'affaire Dreyfus n'était qu'une amusette. Il apparaît plus qu'actuel, urgent de réagir là-contre.

On pourrait composer un diptyque de l'ensemble. D'un côté, ce qui appartient en propre à l'URSS et reste confiné dans ses limites; de l'autre, ce que le hasard et les circonstances ont placé en dehors et ainsi soustrait à la mainmise « totalitaire ». Là, tous les accusés avouent en chœur; ici, ils nient comme un seul homme. Là, ils se repentent, s'humilient et implorent l'expiation; ici, ils se justifient, ripostent et se dressent en accusateurs. Là, ils ne sont pas maîtres de leur langage; ici, rien ne les empêche de parler ou d'écrire librement. Là, ils n'ont ni témoins, ni défenseurs d'aucune sorte; ici, ils auraient à volonté défenseurs et témoins en tous genres. Là, pas une voix sur 170 millions ne pourrait s'élever discordante en leur faveur; ici, bien des voix peuvent se faire entendre pour ou contre. Là, on ne voit ni documents ni preuves; ici, les preuves et les documents abondent. D'un côté, l'unanimité sous la contrainte; de l'autre, l'unanimité sans concert préalable ni sommation aucune. Là, l'identité absolue des aveux et discours des inculpés, dépositions de témoins-accusés toujours à charge, réquisitoire du procureur, articles des journaux, motions de meetings, et la similitude monotone du procédé, prouvent que tout vient de la même source; ici, la diversité des arguments, l'originalité des réactions, le naturel du comportement attestent en sens inverse. Oui, là-bas, tout est réglé comme papier à musique et trahit la mise en scène, ce qui crée dès l'abord un

malaise insurmontable et incite à des doutes qui se font bientôt certitudes. Ici, rien de pareil...

Trotsky, personnage central, a publié en exil cinquante-cinq numéros copieux de son *Bulletin* russe et une quinzaine de volumes et brochures. Toute son activité, tous ses textes témoignent contre les idées générales et les intentions particulières qui lui sont prêtées. On n'y trouve nulle trace de ce dont Staline l'accuse, mais exactement le contraire. À tort ou à raison, Trotsky considère l'État soviétique comme un État prolétarien d'essence socialiste à défendre sans conditions en cas de guerre; il a cessé tous rapports avec ses plus proches camarades en désaccord avec lui à cet égard. De terrorisme, inutile même de parler : dans l'histoire du bolchevisme, il y a eu une phase terroriste, mais illustrée précisément par Staline. En revanche, Trotsky n'a cessé de répudier ces méthodes. Mettre en cause le trotskisme, c'est donc exclure *ipso facto* les différents thèmes d'inculpation. On se trouve littéralement sur le plan de l'inconcevable.

Trotsky est tout à fait séparé de l'URSS depuis des années, par la rigoureuse vigilance de la Guépéou. En grande majorité, ses partisans l'ont renié plus de trois fois, et en termes irréparables; le dernier carré est enterré vivant au bagne, sans relations possibles avec l'extérieur. Il ne reçoit même que des miettes de nouvelles, de plus en plus espacées, avec d'immenses retards et par des voies très indirectes, comme les autres exilés, moins qu'eux encore, car plus surveillé que quiconque. Au-dehors il est seul, à l'intérieur il ne compte plus, en pratique, après dix ans de rouleau compresseur tchékiste inexorable. Et même si, par impossible, il adoptait les projets qu'on lui attribue, au prix d'un invraisemblable renversement de son mécanisme cérébral, il serait voué à les garder par-devers soi puisque ses écrits et

son rôle constant expriment inlassablement l'inverse. Si cela ne prouve rien, qu'est-ce qui prouvera quelque chose ?

Trotskistes et zinoviévistes ont rompu depuis 1928, soit près de dix ans. Ils sont à couteaux tirés, même au fond des prisons, même dans la taïga sibérienne – faits constatés, indéniables. Entre eux, aucun accord effectif n'est possible, *a fortiori* une conjuration pour des fins étrangères aux uns et aux autres et présupposant unité de vues complète, confiance réciproque totale, dévouement sans bornes à une cause sacrée.

De plus, ni les uns ni les autres ne seraient disposés à recevoir purement et simplement des directives de leur ancien leader : tout le passé de leurs fractions, les scissions, les exclusions, les cheveux coupés en quatre le démontrent. (Quant à Boukharine et Rykov, les rattacher au trotskisme est un insolent défi à toute vérité, ce dont Staline d'ailleurs n'a cure.) Le couplement « trotskiste-zinoviéviste » est donc un non-sens. Et toute cette histoire apparaît comme de moins en moins concevable.

Devant les juges n'ont pas comparu des trotskistes. Un trotskiste est celui qui partage et professe les conceptions de Trotski : or aucun des accusés n'était dans ce cas. Parmi eux figurent soit des zinoviévistes résolument hostiles, soit d'ex-trotskistes en rupture déclarée, plus quelques espions et provocateurs de la Guépéou ajoutés pour corser l'amalgame. Le seul qu'on eût pu naguère classer trotskiste, Mouralov, avait abjuré sa foi après dix ans de tourments et de persécutions. N'est-il pas enfin temps d'amener au grand jour du tribunal un vrai trotskiste ? Que Zinoviev ait coopéré avec Trotski en 1927, cela ne prouve rien de plus en 1937 que la collaboration de Staline avec Trotski en 1917. En outre, Staline a largement fait état, et à grand bruit, des « capitulations »

de trotskistes pour vanter les effets de sa politique. Il serait trop facile de recourir alternativement à des affirmations contradictoires, reniement du trotskisme et fidélité au trotskisme, selon l'opportunité du jour. De deux choses l'une... À moins d'annuler l'accusation en alléguant des faits incompatibles.

Des gens comme Zinoviev et Kamenev étaient des cadavres politiques avant d'être transformés par Staline en cadavres physiques. Pour les juger, il a fallu les tirer d'un véritable tombeau : l'isolateur de Vekhnié-Ouralsk. Avant d'y être enfermés, ils vivaient dans des transes, et à juste titre, par peur de retomber sous la coupe de leurs geôliers et tortionnaires, s'abstenaient entre eux de fréquentations, évitaient les contacts. Ils ne songeaient qu'à panser leurs plaies, n'espéraient que survivre. Déconsidérés par leurs palinodies successives, discrédités par leurs contritions, ridiculisés par leurs éloges outranciers de Staline, ils s'étaient abaissés à se dénoncer l'un l'autre. (Boukharine et Rykov ont suivi à peu près leur exemple.) Quant à Trotski, le public russe n'en sait que ce que la presse communiste publie depuis dix ans, c'est-à-dire des horreurs. Dans ces conditions, où sont les prétendants au pouvoir ?

Un cerveau normal ne s'explique pas, voudrait comprendre pourquoi des ennemis acharnés de Trotski, apologistes serviles de Staline, comme Piatakov et Radek, seraient en secret des trotskistes empressés à obéir aux ordres insensés d'un chef impérieux. Par quel miracle ? À moins de pouvoir en dire autant, un jour, de Molotov et de Vorochilov, ou de n'importe qui. Piatakov et Radek agissaient-ils par conviction désintéressée ? Mais leur activité ouverte antitrotskiste et prostalinienne sapait leur dessein, portait les plus rudes coups à leur entreprise occulte. Par intérêt sordide ? Mais ils eussent travaillé pour remplacer Staline par Trotski, leur bête

noire, Molotov et Vorochilov par Zinoviev et Kamenev, leur situation personnelle déjà très haute demeurant inchangée ou presque. On ne comprend pas. Et si rien ne prouve rien, Staline lui-même est soupçonnable, «à la fin des fins», comme disent les Russes. Zinoviev et Kamenev étaient devenus également zélés de Staline. On connaît assez leurs déclarations, leur conduite. Comment ne pas croire ce que les yeux voient, ce que les oreilles entendent, ce que les mains touchent, et admettre le contraire? L'absurde ne s'impose pas par son ampleur.

Trotsky, ose-t-on raconter, commande, exige, prescrit des choses terribles et, avec une docilité stupéfiante, un Piatakov, qui a pourtant donné des preuves éclatantes d'indépendance vis-à-vis de Trotsky, transmet les instructions à ses camarades que rien n'étonne et qui s'exécutent. On comprend de moins en moins. Ou bien le jeune Sédov est supposé donner des ordres au vieux militant chevronné Smirnov qui, sans résister, obtempère. Pour quelle raison? Et ces instructions, ces ordres visent à faire assassiner tous les gouvernants, à saboter toute l'industrie et les transports, à vendre la patrie en gros et en détail au Japon et à l'Allemagne. Et du haut en bas de l'association des pseudo-trotskyistes, la transmission s'accomplit sans obstacle, chacun se met au garde-à-vous, puis à la besogne. Et tout cela dans un pays où existe une certaine Guépéou qui a fait un peu parler d'elle, armée d'une technique d'investigation et de coercition incomparable. On ne comprend plus rien à rien. Mais quels moyens a donc un Trotsky exilé, seul, pauvre, démuné de tout, pour se faire ainsi écouter? Staline dispose de la Guépéou, des faveurs et des places, des prisons et des disgrâces, des ressources illimitées d'un puissant État, et n'y réussit pas... Devant Trotsky ou au reçu de quelques lignes de lui, des révolutionnaires intré-

pides, endurcis, deviennent de la cire molle. Et devant cette cire molle, d'autres révolutionnaires couverts de cicatrices se liquéfient. Des habitants de l'Oural subissent la fascination de Trotsky à distance, défèrent à ses injonctions les plus raides. C'est de la magie noire. Une telle subordination dans un complot héroïque où la tête dicte aux membres le devoir de suprême sacrifice n'est concevable qu'avec une stricte communauté de vues, une moralité parfaite, un désintéressement total, une ferveur mystique, et des chefs qui risquent eux-mêmes leur vie. Des politiciens cyniques à la Radek et compagnie n'ont rien de commun avec des conjurés de cette espèce. Entre eux, aucune harmonie de doctrine, aux termes mêmes de leurs déclarations que confirme Staline. Un seul pense pour tous, prend le contre-pied des notions admises depuis trente ans par les autres et, en quelques minutes, quelques heures au plus, leur suggère de devenir assassins, voleurs, espions et traîtres. Voilà pourquoi votre fille est muette.

Plus de cent cinquante personnes ont été exécutées, plus de cent cinquante autres sont en instance d'exécution pour «trotskyisme» identifié à terrorisme, espionnage, trahison, etc., ce que Staline appelle on ne sait pourquoi «plate-forme». Mais va pour plate-forme. Or, dans un discours prononcé après le procès des 17, Staline assure que les trotskyistes ont dissimulé leurs buts et leurs moyens à leurs propres partisans, «même au noyau trotskyiste dirigeant composé de trente ou quarante hommes». Il dit textuellement : «Lorsque Radek et Piatakov ont exigé (?) de Trotsky la permission (?) de convoquer une petite conférence de trente à quarante trotskyistes pour les informer de la nature de cette plate-forme (?), Trotsky le leur a interdit.» Ainsi, des centaines de gens sont ou seront fusillés comme ayant agi sans discernement ni connaissance de cause, Staline le

proclame. Et Radek, un des rares initiés, des plus responsables, au courant de tout, capable et coupable de tout, a la vie sauve. On croit rêver. Dans le même discours, Staline révèle que le trotskisme dispose en France d'une «réserve», d'un certain «groupe d'aventuriers» désigné par un nom. Il est loisible, ici, de vérifier : le groupe en question n'existe pas, la réserve est inventée de toutes pièces.

En ce qui concerne Piatakov, il y a mieux. Son opinion sur l'attitude à observer envers Staline est connue par un document de premier ordre, un vrai : le compte rendu de conversations intimes entre les leaders de l'opposition en 1929, colporté alors sous le manteau à Moscou et reproduit dans le *Messenger Socialiste* de l'époque. Piatakov disait en substance à Kamenev : ne critiquez pas Staline, car c'est le seul homme auquel on puisse se soumettre pour éviter le pire. Sa conviction profonde, encore fortifiée par l'expérience ultérieure, était qu'après Staline le pouvoir tomberait dans les mains, non de vieux dignitaires déchus, quels que fussent leurs états de service, mais de sous-Stalines sortis des rangs de la bureaucratie dominante. Il prévoyait un empirement de régime politique dans l'éventualité d'une disparition de Staline, perspective pessimiste de plus en plus admise dans les milieux de l'ex-opposition et que les aveux extorqués aux procès ne sauraient changer. Repoussant les vellétés de critique, il aurait accepté l'assassinat ? L'énormité de cette invraisemblance la réfute.

Ne tient pas debout, donc, et pour une raison excellente, la version selon laquelle les terroristes voulaient supprimer Staline et ses satellites afin d'accéder au pouvoir : personne en URSS, surtout pas un trotskiste, ne supposait en 1935 que la gigantesque bureaucratie militaro-policière dirigeante irait chercher Trotski en Norvège pour le prier de

venir prendre la place encore chaude de Staline. Les héritiers présomptifs sont partout, sauf dans les rangs de l'ancienne opposition de gauche. Il ne manque pas, à Moscou comme ailleurs, de candidats prêts à se dévouer, dans les pires situations... L'avis précurseur de Piatakov sur l'avènement des épigones de Staline en cas de crise n'a fait que précéder l'opinion collective. Dans l'intérêt même des mécontents, et hors de toute position de principe, le terrorisme était donc contre-indiqué. Les inventions de la Guépéou se brisent sur l'évidence.

Les staliniens se réfèrent à certains articles et autres écrits de Trotski pour étayer leurs philippiques. Ces textes étant imprimés noir sur blanc, chacun peut les lire et constater qu'ils ne contiennent *rien* de conforme aux accusations. S'il n'y a pas un mot de vrai dans l'argumentation vérifiable, comment admettre que le reste vaille davantage ? De même, l'inénarrable querelle à propos de Clemenceau : le défaitisme de Trotski serait prouvé par son désir de prendre, dans la prochaine guerre, modèle sur le Clemenceau de la dernière. Ainsi, Clemenceau incarne le défaitisme et Trotski est son disciple. Des bévues de cette taille ne sont pas à commenter en France. Staline les juge assez bonnes pour des Russes, pour le professeur Langevin et la Ligue des Droits de l'Homme. Autre analogie historique, dévoilée par Radek : après la guerre et la défaite, l'heure sonnera pour l'instauration en URSS d'un pouvoir fort, selon le précédent de Napoléon. Ainsi, Napoléon a pour origine la défaite et Trotski s'inspire de son exemple. Voilà comment Staline enseigne l'histoire.

Comble de l'invraisemblance : Trotski serait au service de la Gestapo (!) et aurait eu une entrevue secrète avec Rudolph Hess, le bras droit de Hitler. Certes le papier supporte tout, mais la conscience humaine est plus difficile. Pour envisager une telle

hypothèse, il faudrait ne rien savoir de Hitler ni de Trotski. Une collusion entre Léon Blum et Charles Maurras se heurterait à moins d'impossibilités, serait infiniment plus plausible. C'est assez dire. Un pacte Trotski-Hess aujourd'hui, pourquoi pas un complot Staline-Hitler demain, ou Staline-Trotski? Et encore Hitler et Staline auraient-ils quelque chose à se raconter, ayant quelque chose à échanger. Mais que pourrait bien offrir Trotski à Hitler? Une collection de son *Bulletin*? Les droits de traduction de son livre sur Lénine? Quant à l'Ukraine, pour en faire cadeau, encore faudrait-il la posséder. Et si les Allemands font la guerre pour s'en saisir, qu'ont-ils besoin d'un Trotski désarmé, exilé, traqué, isolé, pestiféré? Abstraction faite même de l'antisémitisme hitlérien, qui a pourtant son importance, pourquoi l'Allemagne et le Japon lieraient-ils partie en URSS avec une fraction infinitésimale, battue à plate couture, soumise et résignée, impuissante? Pour rétablir le capitalisme quelque part, est-il besoin du trotskisme, son antithèse? Trotskistes et zinovévistes, sur ce point d'accord, sont persuadés que le capitalisme agonise sur tout le globe terrestre. Et ils s'emploieraient à sa résurrection dans l'URSS, pays sans capitalistes, avec l'aide de l'Allemagne et du Japon, pays sans capitaux exportables, comme conséquence d'une guerre ruineuse pour tous, eux selon qui par définition guerre signifie révolution dans la misère? L'accumulation de telles énormités donne le vertige.

Comme si cela n'était pas suffisant, la collusion avec Berlin est attribuée aux principaux leaders d'une opposition historique aujourd'hui éteinte, mais qui, en son temps, contre Lénine, refusa d'accepter la paix de Brest-Litovsk, aux Trotski, Piatakov et Radek, bientôt à Boukharine. Mieux encore : l'enjeu est précisément cette Ukraine que les Allemands n'ont déjà pu mater, rétive à la

conquête et inassimilable. En outre, comme champions de la restauration capitaliste et agents de puissances étrangères, Staline n'a trouvé personne d'autre que ces ci-devant trotskistes et zinovévistes qui, avant le bâillon, lui reprochaient de ménager les survivances du capitalisme en URSS et d'incliner aux compromis avec le capital étranger. L'essai d'invertir les rôles à des fins politiques est évident. Mais désigner Trotski comme principal coupable d'intelligence avec l'Allemagne, c'est discréditer les inventions antérieures qui en faisaient un auxiliaire de l'état-major français et de l'impérialisme britannique, c'est ajouter une invraisemblance à une pyramide d'invraisemblances qui s'effondre au moindre regard critique, et sous quelque aspect qu'on l'examine. Car de deux choses l'une... Ce n'est pas encore tout, ce n'est jamais tout dans cette histoire insoutenable : l'entente avec l'Allemagne était la politique officielle de l'URSS, même après l'avènement de Hitler, et avant que Berlin la dénonce; en remontant à l'année 1931, la Guépéou commet un anachronisme impardonnable qui à lui seul vicierait tout son système.

Après avoir vanté les merveilles du plan quinquennal et les prodiges de l'industrialisation soviétique, on proclame que les Commissaires-adjoints à l'Industrie lourde et aux Transports, avec les plus hauts fonctionnaires de leurs départements, consacraient le plus clair de leur temps à organiser qui des explosions, qui des catastrophes. Dans les mines et les chemins de fer, la sidérurgie et l'industrie chimique, ce n'étaient qu'accidents mortels, avaries de machines, destructions désastreuses. C'est ainsi que le plan est une réussite. Acceptons un instant ces révélations effarantes. Combien a-t-il fallu de complices et quels moyens matériels pour obtenir ces résultats? Pour quelques accidents de chemin de fer

évoqués au tribunal, les accusés ont dénoncé plus de cinquante coupables (dont on est sans nouvelles). Sur la seule voie ferrée de l'Oural-Sud, il y a eu 1 500 accidents en 1934. Cela implique des complicités par milliers, une correspondance intense ou des allées et venues nombreuses. La statistique officielle enregistrait 62 000 accidents cette année-là sur l'ensemble des réseaux. Pour l'industrie, on ignore les chiffres. Et ces bagatelles se passent dans un pays terrorisé par la Guépéou et couvert de sentinelles, où les grandes entreprises sont gardées par des hommes en armes, où la moitié de la population urbaine contrôle et dénonce l'autre moitié, où frères et sœurs se méfient et craignent entre eux la délation ou l'imprudence, où deux personnes ne pourraient se concerter sans courir les plus grands risques. En URSS la police est partout. Même la circulation d'une ville à l'autre est impossible sans son visa, depuis l'instauration du passeport intérieur. Les citoyens opposants n'osaient plus se rencontrer. Des étrangers en voyage ont peine à voir parfois des parents, des amis, tant chacun tremble d'être suspecté. Et les fonds nécessaires? Il est question de quelques milliers de roubles versés par les Japonais, c'est-à-dire de sommes infimes. Et le passage des frontières? Aucun accusé venu de l'extérieur n'a pu entrer en URSS ni en sortir en échappant au contrôle tchékiste. Les faux passeports exigent une très forte organisation technique et beaucoup d'argent. Staline s'ingénie, dirait-on, à éveiller des doutes chez les plus crédules.

Les pseudo-trotskistes sont présentés comme les pires scélérats que le monde ait vus, d'une astuce sans égale, d'une exceptionnelle aptitude à tromper, d'une perversion à nulle autre pareille. Brusquement touchés par on ne sait quelle grâce, ces maîtres fourbes et cyniques accomplis se repentent à l'unis-

son, se frappent la poitrine, mendent un châtiment exemplaire. Aucun ne manque à l'appel. Malgré le secret de l'instruction, l'absence d'avocats, l'isolement absolu des prisonniers, l'impossibilité rigoureuse de communiquer entre eux ni avec personne, et par aucun intermédiaire, la privation complète de journaux, de lettres et de visites, ils chantent plus ou moins mal une même chanson récemment apprise, où les couplets parfois diffèrent, mais avec un refrain identique. L'accusation se fonde exclusivement sur leurs aveux, donc sur leur sincérité soudaine, que l'on proclame au-dessus de tout scepticisme. Mais, d'autre part, chaque procès révèle des choses de plus en plus énormes, inavouées au précédent, et le procureur jure que les misérables ne méritent aucune confiance. Il faudrait s'entendre. De deux choses l'une... Et si le procureur récusé, lui qui accuse, son réquisitoire se vide : il y reste seulement des insultes dépourvues de valeur concluante. Mais que les accusés soient sincères ou non, qu'ils avouent ou dissimulent, le résultat est immuable : une balle dans la nuque. Les exceptions, dues à certains calculs, tendent soit à réserver pour une autre occasion des agents provocateurs, soit à assurer une liaison avec la fournée ultérieure de victimes, et elles confirment la règle. Rien ne dit, d'ailleurs, que les rescapés verront longtemps la lumière du jour. Il est douteux que Staline laisse vivre des gens susceptibles de parler plus tard. En vérité, de tout cela sont exclues aussi bien la plus élémentaire justice que la simple logique.

Tout l'échafaudage de la Guépéou repose sur ces piliers essentiels : les instructions de Trotski aux exécutants, données de vive voix ou par écrit. À l'épreuve, aucun ne résiste. Un accusé avoue être allé de Berlin à Copenhague, en compagnie de Sédov, pour y rencontrer l'exilé à l'hôtel Bristol. Il

est établi et prouvé que l'hôtel n'existe plus depuis vingt ans, que Sédov n'a jamais mis les pieds à Copenhague, que l'entrevue est de pure invention. Un autre, Piatakov lui-même, avoue avoir fait un voyage en avion allemand de Berlin à Oslo pour recevoir des ordres. Il est établi et prouvé qu'aucun avion étranger ne s'est posé à l'aérodrome en question ce mois-là, que la visite n'a jamais eu lieu, que l'histoire est entièrement fausse. Un troisième avoue avoir rencontré Trotski au bois de Boulogne. Il est établi et prouvé, dates et témoignages irréfutables à l'appui, que Trotski se trouvait alors près de Royan, que le rendez-vous du Bois est inventé comme tout le reste. Voilà pour les trois circonstances où le chef et ses lieutenants auraient pris contact. Rien ne supporte la moindre vérification, là où elle est possible.

Comme par hasard, les lettres de Trotski auraient été brûlées dès réception; mais les destinataires en récitent par cœur des pages entières. L'une, document-massue confidentiel emporté dans la valise à double fond du voyageur... qui n'est pas allé à Copenhague, est en fin de compte une lettre ouverte au président de l'Exécutif des Soviets publiée à Paris dans le *Bulletin* de l'opposition, en vente dans ces repaires mystérieux que sont les kiosques à journaux du boulevard Saint-Michel et dénuée d'intérêt pour l'accusation, à moins de la falsifier : elle ne valait ni le voyage, imaginaire, ni le rendez-vous à l'hôtel, inexistant, ni la présence de Sédov, fictive, ni la valise à double fond, mythique. Une autre, écrite à l'encre sympathique, déchiffrée à Moscou au moyen d'un réactif chimique, réexpédiée ensuite vers l'Oural, serait arrivée chiffree comme devant à destination. Cuisine mal faite, cela va de soi, chez le juge d'instruction. Les autres preuves sont, peut-on dire, de la même encre.

L'échafaudage de la Guépéou croule de toutes parts, sous le poids d'aveux absurdes fabriqués trop vite, dictés à la hâte.

Les contradictions pullulent. Pendant cinq années, une conspiration trotskiste hermétique? D'après les interrogatoires, tout le monde était au courant. Excepté la Guépéou, cette innocente. Des terroristes redoutables? Ils n'ont fait de mal à personne, pas même à Kirov : car jusqu'à preuve du contraire, Nicolaïev, manœuvré par la Guépéou, fut seul en jeu (provocateurs mis à part), et peut-être un tribunal public normal l'eût-il acquitté, tout meurtrier qu'il fût, comme non-coupable. On a vu en Russie absoudre Véra Zassoulitch, après son attentat contre le général Trépov, mais c'était sous le tsarisme. Mratchkovski, ce foudre de terrorisme, rend visite à Staline et s'en va sans régler ses comptes. S'il avait fait le sacrifice de sa vie, pourquoi cette mansuétude? Smirnov, puni pour des actes datant de 1935, était en prison depuis le début de 1934. La Guépéou n'y avait pas pris garde. Des dénonciations ont trait à des rapports entre trotskistes et nazis en 1931, deux ans avant la naissance de la Gestapo. Et tout à l'avenant. Ni véracité possible des faits, ni concordance éventuelle des dates. Superposition de preuves à rebours, contradictoires et incompatibles.

Le contenu de l'accusation varie sans cesse, d'un procès à l'autre et à l'intérieur du même. La composition des «centres» terroristes aussi : on ne sait jamais exactement qui est accusé, et de quoi; quinze condamnés du premier procès Zinoviev jugé à huis clos ne figurent plus aux procès suivants, pas même comme témoins; ils ne sont ni inculpés, ni réhabilités; qu'en a-t-on fait? Seraient-ils fusillés pour refus de se prêter à la tragi-comédie des aveux? Et les douze dont, aux termes d'un communiqué officiel,

les dossiers ont été réservés? Que sont-ils devenus? N'y a-t-il pas eu sélection des accusés pour n'exhiber que les flagellants, à titre de démonstration politique, étrangère à toute justice? C'est probable puisque trois cents soi-disant coupables, environ, nommément désignés, ne sont pas à leur banc. De rares témoins, bien entendu à charge, appartiennent de toute évidence à la Guépéou. Pour la plupart, les accusés n'ont rien de commun les uns avec les autres. Certains servent de témoins, en attendant mieux, au mépris de tout principe du droit. Quant à la chose jugée, c'est le cadet des soucis de Staline. Pendant des années encore, on va fusiller des gens qui n'ont pas tué Kirov – et ont été mis plusieurs fois hors de cause.

Somme toute, à part l'exceptionnelle affaire Kirov où la responsabilité de la Guépéou, donc de son véritable chef direct, Staline, est nettement engagée, et qui a déjà fait couler autant de sang innocent que d'encre empoisonnée, on n'aperçoit nul acte terroriste, aucun attentat, ni même de tentative. Personne n'a essayé de prouver l'existence de ces foyers de malfaisance que la Guépéou nomme «centres», si nombreux qu'ils constitueraient plutôt une périphérie. Aucun centre, ni «de Leningrad», ni «de Moscou», ni «unifié», ni «de réserve», ni «parallèle» (sans compter le centre ambulante fixé tantôt à Prinkipo, tantôt à Oslo, tantôt à Mexico), n'a existé jusqu'à plus ample informé, à la connaissance de ceux qui ont des yeux pour lire et un cerveau pour raisonner. La notion même de «centre parallèle» trahit son origine : elle correspond en géométrie au défaitisme clemenciste en histoire. Dans «centre antisoviétique trotskiste», il n'y a pas moins de trois contrevérités en trois mots, car le procès n'a montré ni centre, ni trotskisme, ni rien d'antisoviétique. Parler de l'homme des soviets en

Russie et des soviets partout comme d'un ennemi des soviets équivaut à traiter Mussolini d'antifasciste et Hitler d'antihitlérien. En fait de terrorisme, tout se réduit à de vains bavardages entre assassins à l'eau de rose qui ne sont jamais décidés, jamais capables de passer du verbe à l'action, du moins d'après les versions officielles consultées avec scrupule. Staline a senti le besoin de combler une lacune béante en insérant sur le tard un complot contre Molotov avec commencement d'exécution. L'affaire mérite examen attentif, à titre d'exemple topique, pour apprécier la véracité du reste.

Le procès des 16 évoquait le péril extrême couru par tous les dirigeants de l'URSS sauf un, Molotov. Cela ne pouvait durer. Tout comme un autre, Molotov doit être victime, ou coupable. Au procès des 17, enfin, il est sauvé, car victime... Le seul, l'unique attentat en voie d'accomplissement aurait été monté contre lui. Il est clair que, dans l'intervalle, Molotov a su faire valoir ses revendications et ses titres, obtenir son petit attentat personnel. Donc le chauffeur Arnold devait, conduisant la voiture de Molotov, verser dans un ravin avec tout le contenu, lui compris. Deux inductions logiques mais contradictoires s'imposent d'emblée : Arnold était un héros authentique, disposé à sacrifier sa vie au nom d'une cause supérieure, mais d'autre part il est de la Guépéou, car si le chauffeur du président du Conseil n'en était pas, dans un pays où tout le monde en est peu ou prou, qui donc en sera? Mais abordons la tragédie. Rien n'est laissé au hasard : si Arnold flanche au virage, un camion venu en sens inverse heurtera sa voiture et tout ira au fond du ravin. Autre héros, le chauffeur du camion, mais pourquoi ne sait-on pas son nom, et que n'a-t-il pris place au banc des accusés? Or, Arnold, défini comme «chauffeur expérimenté», s'avère impuissant

à réaliser son brusque virage et, citation textuelle, «les gardes qui accompagnaient la voiture réussirent littéralement à la saisir alors qu'elle tombait», tandis que l'anonyme du camion s'abstient, voyant la voiture tomber sans son intervention. On se frotte les yeux. Les gardes étaient donc à pied pour happer la voiture *en pleine chute*? Ils allaient pourtant aussi vite qu'elle pour se trouver là au moment opportun? Le véhicule était sans doute spécialement construit en aluminium et en toile, comme un planeur, pour être retenu dans sa chute à bras d'homme? Mais il y avait au moins trois personnes à bord, d'après la sténographie, et plutôt quatre, en tout cas deux cents kilos au minimum? L'obscurité devient opaque. Le professeur Langevin voudrait-il apporter là-dessus ses lumières? Quelqu'un pourrait-il faire un croquis? Ou bien la tragédie n'est-elle qu'une sinistre farce? C'est possible, car, dit le compte rendu, la voiture d'Arnold «ne se renversa pas à la vitesse escomptée; s'il avait fait un brusque virage, la voiture qui suivait n'aurait pu l'arrêter à temps». Ainsi, les gardes se trouvaient derrière, en auto eux aussi, et ils ont pu intervenir à loisir alors que la voiture *tombait* et que le chauffeur du camion, l'autre héros, se tournait les pouces. Et pendant ce temps, que faisaient les lois de la pesanteur? Elles étaient en suspens, comme la voiture, pour permettre aux gardes d'arriver. C'est ici que les explications du professeur Langevin seraient précieuses. Il y a une physique stalinienne comme une biologie léniniste et, paraît-il, des mathématiques marxistes.

À ces détails ahurissants fournis par un autre accusé, complice intime, Arnold trouve utile d'objecter en homme de métier : «Le côté technique a été décrit d'une façon insuffisante...» Alors le procureur coupe court : «Mais au fond, le fait a-t-il eu lieu?» (On se demande au fond de quoi? pas du

ravin, en tout cas.) Et Arnold de répondre «oui», comme toujours, comme tous ses co-inculpés qui ne savent dire que «oui», jamais «non». Sur quoi le président intervient : «Revenons à l'interrogatoire de l'accusé Mouralov.» Il est pressé de revenir à l'interrogatoire de Mouralov, le président... Mais que l'on se mette à sa place? Enfin, quand Arnold, interrogé à son tour, s'explique, l'obscurité devient une nuit complète : «... Soudain une auto vint à ma rencontre. Ce n'était pas le moment de réfléchir, il fallait accomplir un acte terroriste. Et tout à coup j'aperçois une seconde voiture qui se lance dans ma direction. Je compris alors que T... (complice) ne m'avait pas cru et avait envoyé une deuxième voiture. Je n'eus guère le temps de réfléchir. Je fus pris de peur. Je parvins à virer vers le fossé, mais à ce moment Griadinski m'empoigna en disant : "Que fais-tu donc?".» Là s'arrête le récit d'Arnold. Et le procureur questionne : «Qu'est-ce qui vous a arrêté?» Réponse d'Arnold : «La frousse». On aimerait savoir si c'est la frousse, si c'est ce Griadinski ou si ce sont les fameux gardes. Mais on a beau se prendre la tête dans les mains... Décidément, le professeur Langevin est indispensable. Sur ce, le procureur, avec un sens aigu de l'opportunité, passe à autre chose et le président trouve l'histoire toute naturelle. Mais la conclusion n'est pas moins surprenante : Arnold, le seul, l'unique auteur du seul, de l'unique attentat (*sic*), est un des rares accusés qui se tire d'affaire. Du coup, les ténèbres se dissipent, tout devient presque limpide...

Quelques lignes empruntées au compte rendu officiel suffisent à caractériser tout le procès, à jeter bas tous les procès. Sur n'importe quel acte d'ordre criminel inscrit au passif des inculpés, une démonstration probante se dégage de la seule confrontation ou de l'analyse des faits ou des textes. De même, la

présence fortuite en URSS d'un secrétaire du Syndicat national des mineurs de France, Kléber Legay, dont la compétence et la sincérité sont hors de conteste, a permis de faire justice des insanités relatives aux catastrophes dans les mines. Le militant syndicaliste français a aisément prouvé que les méthodes d'exploitation et les conditions de travail en vigueur là-bas doivent entraîner des éboulements et des explosions, sans le moindre sabotage qu'une triple inspection technique et administrative rend impossible, outre la surveillance militaro-policière. Léon Sédov, qui a voix au chapitre en sa double qualité de fils de son père et de condamné par contumace, a donné, mises à part les digressions idéologiques de son *Livre Rouge*, une réfutation décisive des thèses de l'accusation. En guise de réponse, les continuateurs de Iagoda menacent d'assassiner le second fils de Trotski, pour atteindre le père et le frère. Ils se croient tout permis, forts de l'attitude complaisante de la Ligue des Droits de l'Homme et des « intellectuels de gauche » qui se disent antifascistes. Mais assassiner n'est pas répondre. Le terrorisme en URSS a nom Staline, cela ressort de toute étude impartiale et sérieuse de ces événements auprès desquels, en vérité, l'affaire Dreyfus n'était qu'une amulette. Les seules questions à résoudre, en définitive, sont de savoir la raison de tant d'aveux fantasmagoriques, les moyens inavouables de les obtenir et à quelles fins inavouées de Staline.

Le passé récent éclaire le présent : Staline et Iagoda ont inauguré leur méthode en juin 1928 avec le procès du Donetz ; dans cette affaire de Chakhty, une cinquantaine de techniciens et fonctionnaires accusés de malfaisance, sabotage, concussion, espionnage, haute trahison au profit de la France et de la Pologne, crimes répartis sur une période de

cinq années, comme ceux des derniers procès, firent des aveux complet, suivis de repentirs pitoyables. Identité des inculpations d'hier et d'aujourd'hui, sauf terrorisme et trotskisme. France et Pologne au lieu d'Allemagne et Japon. Le canevas est déjà presque entièrement tracé une fois pour toutes.

En mai 1929, il y eut l'exécution sans procès de Paltchinski, Velitchko et Von Mekk, vieillards de soixante-dix et soixante-quinze ans et techniciens de première valeur, sous l'inculpation incompréhensible de contre-révolution dans les chemins de fer, les mines d'or et de platine. L'un d'eux était accusé d'avoir construit des wagons susceptibles de donner le mal de mer. Pas de procès, donc pas d'aveux et sans doute parce que faute d'aveux. Les dénégateurs sont assassinés en pareille occurrence dans les caves de la Guépéou, à moins de disparaître dans des oubliettes.

Il s'agissait évidemment, dans ces deux cas comme dans les suivants, d'intimider par des sacrifices humains le personnel de maîtrise, dès le début du premier quinquennium industriel, en substituant la peur aux autres mobiles d'intérêt au travail. Il fallait expliquer les mécomptes subis dans les mines et les chemins de fer, justifier les dirigeants politiques aux dépens des cadres techniques. En septembre 1930, sans procès, donc sans aveux ou sans aveux suffisants, quarante-huit prétendus saboteurs de l'approvisionnement furent exécutés. Autrement dit, tout allait mal dans l'alimentation. Et il fallait, par une mesure de terreur, effrayer la corporation et préparer une nouvelle fournée de victimes pour en tirer les aveux nécessaires à un procès-réclame. En novembre 1930, ce fut le « procès des industriels ».

Le soi-disant parti industriel, ou « centre des ingénieurs », ou « centre de sabotage » (déjà deux « centres », comme plus tard le « centre de réserve » et

le « centre parallèle »), probablement inventé par la Guépéou, était chargé de crimes identiques à ceux du Donetz. (La France tenait alors la place réservée maintenant à l'Allemagne.) Aveux délirants et repentirs. Sur les deux mille affiliés de ce parti fantôme, huit seulement comparaissaient devant les juges. Qu'a-t-on fait des mille neuf cent quatre-vingt-douze autres? L'acte d'accusation en mentionne environ soixante-quinze condamnés ou à condamner par la Guépéou, tout l'état-major technique (comme plus tard tout l'ancien état-major politique).

L'accusé principal, Ramzine, dénonça la complicité directe et active de Raymond Poincaré, Aristide Briand et Louis Loucheur dans le complot, ainsi que celle de l'armée française représentée par le général Janin, les colonels Joinville et Richard. (Le 2<sup>e</sup> Bureau tenait alors la place occupée à présent par la Gestapo.) Il avait eu rendez-vous à Paris avec Poincaré... dans un café des grands boulevards. (Équivalence exacte de l'entrevue Trotski-Hess, et digne de figurer à côté du défaitisme de Clemenceau et des défaites de Bonaparte aboutissant à l'Empire. Même marque de fabrique en trois lettres russes : Guépéou.) Enfin, les deux principaux instigateurs à l'étranger étaient décédés : la Guépéou seule n'en savait rien. (Exactement le coup de l'hôtel Bristol de Copenhague, rasé depuis vingt ans.) Une invasion militaire en URSS était prévue pour 1930-1931 sous la direction de l'état-major français, avec le concours de l'Angleterre, de la Pologne, de la Roumanie. Aristide Briand menait les pourparlers de guerre. La Pologne, déjà, réclamait l'Ukraine... Le canevas se précise. Condamnations à mort et commutations de peines font planer la menace sur tous les ingénieurs pour pallier les difficultés du plan quinquennal.

En mars 1931, c'est le « procès des mencheviks » (socialistes), dirigeants des institutions économiques. Sur quatorze inculpés, treize ne sont pas mencheviks mais transfuges, le quatorzième ne représente pas son Parti et rétractera ses aveux. (Exactement le coup des trotskistes qui n'en sont pas.) Les faux mencheviks avouent un voyage à Moscou du leader des socialistes exilés, R. Abramovitch. Il est établi et prouvé que celui-ci n'a pas franchi la frontière depuis dix ans. (Équivalence du voyage de Copenhague et de celui d'Oslo, qui n'ont jamais eu lieu.) Cette fois l'état-major de l'Internationale socialiste remplace l'état-major français; Léon Blum, E. Vandervelde et F. Adler succèdent à R. Poincaré, A. Briand et L. Loucheur. Ils se proposaient, bien entendu par le sabotage, l'espionnage et l'intervention armée, de rétablir en URSS le capitalisme (comme bientôt Trotski), de dépecer le pays (comme Piatakov), mais au profit de « l'impérialisme français » (comme Radek au service du « fascisme »). Léon Blum et ses amis voulaient enfin faire régner sur les ouvriers et les paysans russes... la terreur blanche (textuel). On cita des lettres d'Abramovitch et du Bureau social-démocrate russe à l'étranger (brûlées, certes, comme plus tard les lettres de Trotski). Partout, même marque de fabrique. Le canevas est à peu près achevé : il n'y manque que terrorisme et trotskisme.

En mars 1933, le Commissaire-adjoint à l'agriculture, Konar, et trente-quatre autres fonctionnaires de ce commissariat sont fusillés sans procès, accusés notamment d'avoir « laissé croître de mauvaises herbes dans les champs ». (Équivalence des wagons qui donnent le mal de mer.) Mais l'ambassadeur de l'URSS à Paris, Dovgalevski, disait alors qu'en réalité Konar et consorts étaient des espions à la solde de la Pologne. Ce qui met en lumière un point essentiel :

quand Staline estime nécessaire de supprimer des individus, pour un motif plus ou moins valable, il invoque le prétexte qui sert le mieux ses desseins gouvernementaux. Ainsi, les cadavres sont utiles à double fin. Tout allait mal dans l'agriculture, il fallait des coupables, Konar et les trente-quatre autres étaient là : les fusiller comme espions, c'eût été souligner l'incurie de la Guépéou (un espion au Conseil des Commissaires, officier supérieur de surcroît...); les fusiller comme saboteurs conscients de l'agriculture, c'était terroriser le personnel qualifié, stimuler l'ardeur au travail par la crainte des sanctions. Ainsi sur le « procès des 17 » seront greffées les histoires de catastrophes et d'explosions parce que, de nouveau, tout va mal dans les chemins de fer, les mines, la sidérurgie, l'industrie chimique. Il faut des coupables pour que Staline ait toujours raison. Si par exemple la question des pêcheries du Kamtchatka inspirait de l'inquiétude au Kremlin, le prochain procès révélerait des menées de Rykov et de Boukharine chez les Tchouktches et les Aléoutes. L'immanquable voyage imaginaire serait effectué peut-être, cette fois, sur un brise-glace. Et il y aurait des aveux. Et l'approbation du professeur Langevin. Et un article de justification dans le bulletin de la Ligue des Droits de l'Homme.

Enfin en avril 1933, nouveau procès d'espionnage et de sabotage, incriminant dix-huit ingénieurs et spécialistes, anglais et russes, et sanctionné par des condamnations réduites à de la prison, après les aveux et repentirs d'usage. L'Intelligence Service succédait au 2<sup>e</sup> Bureau et précédait la Gestapo. La pression de Londres en faveur des citoyens britanniques tint en respect la « justice » de Staline, comme celle de Berlin avait sauvé les techniciens allemands de Chakhty et protégea ceux de Novossibirsk. Les procès suivants, consécutifs au

meurtre de Kirov, à huis clos ou publics, comporteront simplement en plus des accusations ordinaires celles de terrorisme et de trotskisme.

Le mécanisme de ces machinations juridico-policières apparaît donc assez simple, après démontage. Un schéma uniforme tient lieu de support, l'actualité suggère les développements et les variantes. Les crimes sont toujours les mêmes, au fond comme dans les formes, et témoignent d'une rare pauvreté d'imagination tant des criminels que de la Guépéou. Les procédés sont cousus de crasseuses ficelles : on connaîtra les points faibles de l'économie soviétique, en contradiction absolue avec l'optimisme de commande et la littérature de propagande, d'après les prochaines accusations de « nuisance » et de sabotage. La vilénie des moyens employés dans la dispute n'est que transposition du pancrace sur le plan des luttes politiques, mais un pancrace où il ne serait pas interdit au seul Staline de mordre et de commettre tous les mauvais coups. Les aveux et repentirs stéréotypés laissent une impression de monotonie lamentable. Mais, dans une certaine mesure, Staline tient compte des *desiderata* de l'opinion occidentale : le dernier procès a marqué un léger progrès technique sur le précédent, surtout grâce à la virtuosité de Radek, ce qui était réalisable avec une préparation améliorée et des prévenus plus « frais » que Zinoviev et Kamenev par la durée moindre de la détention. Il n'est pas dit qu'on ne voie enfin la prochaine fois un accusé qui nie. « À la demande générale », la Guépéou peut en dresser un. Mais les détails n'importent guère. Sur tous les procès sortis du même moule, on reconnaît la marque de fabrique.

Pourquoi donc ces aveux d'une fausseté criante ? L'explication se résume en un mot : la terreur, avec ce qu'elle implique de démoralisation et de déché-

ance, prolongée des années et combinée avec le mensonge officiel. Ne pas oublier que, dans l'intervalle des procès, la répression quotidienne n'a jamais cessé, des milliers d'individus ont été exécutés chaque année sans publicité, des centaines de milliers et des millions enfermés dans des prisons, des « isolateurs », des camps de concentration, ou déportés, bannis, transplantés sous des climats inhospitaliers. Les évaluations sérieuses et documentées atteignent ou dépassent le chiffre incroyable de dix millions d'âmes. Des milliers d'autres, en liberté relative, ont passé par la Guépéou, subi des interrogatoires, tremblé pour leur femme, leurs jeunes enfants, leurs vieux parents. Car le système des otages et des représailles est pratiqué en permanence. La majeure partie de la population citadine, contrôlée à tout propos, surveillée au travail et au domicile, rivée sur place par le passeport intérieur, redoute nuit et jour la visite domiciliaire fatale. Il y a de quoi briser les nerfs les plus solides. Et quand la Guépéou, implacable machine à broyer les consciences, s'empare d'un innocent, elle a tôt fait de le transformer en coupable. Car à quoi bon dire la vérité si cela équivaut à un suicide ? On avoue n'importe quoi en échange d'une promesse de salut. Les seize se croyaient sauvés par leurs aveux : Staline les a trompés. Mais les dix-sept ? Arrêtés et mis au secret avant les exécutions, ils ignoraient le sort de leurs camarades. Le compte rendu sténographique du procès ne contient pas, en six cents pages, une seule allusion au carnage. Le sursis accordé à Radek et Sokolnikov permettra d'exercer un chantage efficace sur les accusés futurs : au nom de ce précédent, on leur fera entrevoir une suprême chance. Les tortures morales dispensent de recourir aux tortures physiques. La Guépéou a acquis dans ce domaine une science raffinée dont les effets sont tangibles.

Elle égale ou surpasse l'Inquisition, à laquelle nombre de commentateurs se sont référés spontanément à ce propos. Lors du « procès des mencheviks » Léon Blum a écrit une page magistrale sur « l'exhibitionnisme de l'aveu », montrant « qu'à la perversion morale, la terreur stalinienne ajoute une sorte de décomposition mentale ». Un autre éminent leader socialiste, F. Adler, a comparé avec raison le procès Zinoviev aux procès en sorcellerie du temps jadis, et c'est encore un parallèle venu invinciblement à des esprits très divers, mais libres. Ici, Trotski remplace le diable.

D'aucun ont pu dire ou écrire, hors de l'URSS, que les accusés font exprès d'avouer l'in vraisemblable, avec le maximum d'énormités, comme unique moyen de susciter le doute, de clamer ainsi leur innocence. L'hypothèse n'est pas à exclure, encore que subsidiaire. Sous la terreur, tout devient possible. Procès en sorcellerie, juridiction inquisitoriale, ces rappels historiques aident bien à comprendre des aveux insensés. Inutile d'invoquer « l'âme slave » qui n'a ici que faire, puisque la majorité des victimes se compose de Juifs, d'Allemands et d'Anglais, puisqu'il se trouve tant d'« intellectuels de gauche » en Europe et en Amérique pour certifier normaux le masochisme et le sadisme des « possédés » de la confession à outrance. Loin de s'étonner d'aveux extorqués dans ces conditions, il faut admirer que beaucoup de prisonniers n'avouent rien, ne s'humilient pas, ou si peu que les Inquisiteurs n'osent pas les juger en public. Tous les accusés avouent, dit-on, mais Staline ne montre pas ceux qui protestent, exterminés sans phrases ou enterrés vivants quelque part dans les neiges éternelles. Si le silence n'est pas bientôt rompu sur Rykov, Boukharine et Racovski, le public saura qu'instruits par l'issue des derniers

procès ils se refusent à entrer plus avant dans la voie des aveux mensongers et inutiles.

Il est vain aussi de faire état du « passé révolutionnaire » des condamnés pour donner du poids à leur attitude. Parmi eux se trouvaient des hommes réputés courageux (Smirnov, Mratchkovski, Mouralov), mais surtout des politiciens habiles à profiter du courage d'autrui (Zinoviev, Kamenev, Radek). Et puis, avoir été brave à vingt ou trente ans n'implique nullement de bravoure à cinquante. Mais en réalité, et surtout, aucun bolchevik digne de ce nom ne possède et n'apprécie le véritable courage, le courage moral et intellectuel « de chercher la vérité et de la dire ». Être bolchevik dans le sens définitif du terme, c'est se figer dans un dogme immuable et renoncer à se dépasser soi-même, c'est appartenir corps et âme au Parti et s'abstenir d'en jamais contrarier la marche. Or, en fait, le Parti ne peut avoir d'autre volonté que celle de Staline. Sa tradition, sa structure, et l'habitude, cette seconde nature, en font un instrument aux mains du chef, une machine à ne pas penser. Le patriotisme de parti, la mentalité et la solidarité de parti interdisent de déroger à la ligne de conduite que fixe « le Parti » par l'intermédiaire soit du secrétaire général, soit du juge d'instruction. La morale amorale du « Parti au-dessus de tout », évoluée en immoralisme intégral, prescrit le mensonge à jet continu, en toutes circonstances, conforme à l'intérêt du Parti compris d'une certaine manière et dont Staline seul est l'interprète. Dire la vérité serait se détacher du Parti, donc de l'État, passer d'un monde à un autre, renier sa propre raison d'être en reniant le bolchevisme. Il faudrait alors découvrir les honteuses réalités que recouvre tout le vocabulaire trompeur : soviets, prolétariat, démocratie, socialisme, paix, vie heureuse. En vrais bolcheviks, les réprouvés ont joué jusqu'au bout un jeu où la règle

est de tricher. Le mensonge étant l'élément naturel aux bolcheviks de toutes nuances, mentir n'est plus mentir, c'est faire de la politique ; avouer des crimes impossibles n'est pas se déshonorer, c'est tenir un rôle ingrat dans une partie mal engagée, ou ayant mal tourné, avec l'espoir de reprendre un jour l'avantage. La balle dans la nuque est une suprême tricherie de Staline, horrible, sans réplique. Le « passé révolutionnaire », implicitement répudié par fidélité au bolchevisme de la décadence, ne pouvait donc retenir les vaincus sur la pente des aveux de complaisance.

Staline et ses compères ont souvent proclamé la fin de toute distinction sociale en URSS comme résultat de l'œuvre technico-industrielle qui s'achève avec le deuxième plan quinquennal dans l'année du vingtième anniversaire d'Octobre. À les en croire, et aux dires de leurs thuriféraires de tous les pays, rétribués ou bénévoles, le monde soviétique se serait transformé en société sans classes, d'un type socialiste proche de la conception saint-simonienne où la hiérarchie du travail et la disparité du revenu découleraient exclusivement des capacités et des services, préluant à l'âge d'or du communisme idéal. Il est trop évident aujourd'hui qu'aux précédentes luttes de classes ont succédé des luttes de castes, de clans et de cliques plus meurtrières, féroces et dégradantes que jamais, à supposer réellement effacées les anciennes frontières sociales. À défaut de définitions scientifiques en matière de sociologie, sur quoi peuvent disputer à l'infini des théoriciens fastidieux, il importe de constater le phénomène dans sa crudité, dans sa hideuse violence. Que la révolution n'ait abouti en vingt ans qu'à remplacer un mal par un pire et que, malgré tant de sacrifices plus ou moins consentis et de souffrances endurées, les peuples de l'Empire des Tsars aient encore perdu au change,

cela doit comporter des enseignements nouveaux quant aux voies et moyens du progrès véritable. Mais sans entrer dans des considérations générales, et pour s'en tenir strictement au sujet traité, le fait est que les classes, au sens le plus large du terme et le plus vrai, subsistent dans la société soviétique sous des formes inédites. Seuls varient quant au mécanisme le mode d'exploitation de l'homme par l'homme et les procédés d'appropriation par une minorité privilégiée des fruits du travail de la majorité laborieuse.

Dans cette catégorie dominatrice, déjà très différenciée, «l'appareil» du Parti exerce une hégémonie sans contrepoids ni frein par ses ramifications étendues à tous les domaines de la vie économique et sociale où se sont constituées, autour de chaque dirigeant, autant de clientèles solidaires contre les inférieurs mais divisées devant les maîtres. Entre pseudo-syndicats et prétendus soviets, police et armée, industrie et agriculture, commerce et diplomatie, c'est-à-dire leur cadres, entre fractions bureaucratiques diversifiées et à l'intérieur de chacune, comme aussi dans le Parti omnipotent à ses multiples étages, d'âpres et sourdes compétitions s'exacerbent et s'enveniment dont Staline tire profit en s'appuyant alternativement sur les uns contre les autres pour les réduire à tour de rôle et assurer sa propre prépondérance arbitrale. Le régime ainsi établi ayant supprimé toute expression normale des intérêts collectifs et des besoins individuels, refoulé toute activité spirituelle, étouffé la pensée libre, les concurrences et les rivalités se traduisent en fin de compte par ces épurations, évictions, persécutions homicides dont les événements actuels ou récents offrent les aspects les plus odieux, sous l'idéologie officielle. À mesure que se précisent les dangers de guerre ou les idées qu'on en a, l'intolérance réci-

proque se fait toujours plus dure, la mentalité d'état de siège plus implacable. Tout respect de l'homme étant disparu, la vie et la dignité humaines ayant perdu leur prix, rien ne modère la bestialité des forts, ne corrige la bassesse des faibles. On n'aperçoit plus de limite à la sauvagerie déchaînée. Les appétits d'une jeune génération impatiente et brutale qui aspire sans retenue à supplanter les anciens précipitent encore la ruée, la curée. Staline se meut avec aisance dans ces luttes zoologiques livrées sous lui entre individus et groupes, certain de trouver sans peine, pour écarter de la scène publique des acteurs, des figurants et des choristes, le concours d'innombrables gens pressés de parvenir. Il peut compter aussi sur l'apparente indifférence des populations soviétiques, lesquelles se réjouiraient plutôt de voir les bolcheviks s'entre-détruire, n'étaient l'incertitude du lendemain et l'angoisse de vivre dans une atmosphère aussi lourde et sanglante. Tout lui permet donc de prendre à loisir ses précautions pour le jour où la «constitution la plus démocratique du monde» entrera en vigueur, de faire place nette afin de se ménager un plébiscite triomphal.

Quant à ses mobiles plus directs, il y a l'essentiel et l'accessoire. Pour ne citer qu'un auteur irrécusable pour les communistes, Friedrich Engels, la terreur est faite de «cruautés inutiles commises par des gens qui ont peur eux-mêmes». Staline a peur. Il craint un attentat, malgré les précautions inouïes dont il s'entoure, malgré une technique fabuleuse de protection. Non un attentat fomenté par ses vieux adversaires politiques, incapables même d'y songer, mais par cette jeunesse anonyme dont l'obscur Nicolaïev a traduit le désespoir. Le terrorisme des humbles, réponse inéluctable à la terreur stalinienne, n'est pas un complot, une organisation, un parti : c'est un état d'esprit insaisissable dans la nouvelle

génération née ou grandie sous le bolchevisme. Comment l'atteindre, le mater, l'extirper ? Staline ne voit d'autre moyen que de décupler la terreur par l'ampleur des repréailles. Les déportations en masse de Leningrad, les épurations collectives montrent bien que la Guépéou vise là non une conjuration précise, mais une opinion largement répandue et sans contours définis. Comme il serait sans effet de tuer des Nicolaïev inconnus, Staline trouve expédient de terrifier le peuple en lui jetant des têtes connues, bien qu'inoffensives, celles des Zinoviev, des Kamenev, des Piatakov. Ici interviennent les considérations secondaires : Staline a des comptes personnels à régler, une soif de vengeance à satisfaire, et les raisons secrètes ne manquent pas dans son choix ; il sait qui l'exècre en exaltant son génie, et qui, ayant trop bu, n'a pu retenir sa langue, et qui a caché dans un divan certains papiers de Lénine, et qui a chuchoté une anecdote (Radek expie des calembours) ; en outre, préoccupé de sa biographie, de sa gloire à venir, il entend supprimer les témoins susceptibles d'écrire un jour des Mémoires (Iagoda périra d'en savoir trop long). Bientôt, personne ne survivra pour témoigner devant l'histoire. Des obsessions le poursuivent. M. Yvon Delbos, dans son livre sur *L'Expérience rouge*, a justement noté que la mégalomanie de Staline va de pair avec le délire de la persécution, phénomène classique selon les psychiatres.

Staline a peur. Il redoute par-dessus tout, pour son régime et son pouvoir, les conséquences d'une nouvelle guerre mondiale. S'il n'a rien à craindre de Trotski ni du trotskisme en temps de paix, il n'ignore pas que, dans l'éventualité d'une guerre longue et généralisée, le souvenir de Trotski hantait le peuple russe aux premiers revers. C'est pourquoi il se donne tant de mal pour salir son irréductible adversaire. Il veut durer sinon par ses mérites,

du moins faute de successeurs. D'où les accusations préventives de trahir la patrie et la révolution, de vouloir restaurer le capitalisme, de servir le fascisme. Mais l'exagération même des diatribes en amortit les effets à la longue, le poison finit par perdre toute virulence et, conséquence paradoxale des crimes de Staline, si les coupes sombres continuent dans la génération d'Octobre, Trotski, sauvé par l'exil, seul survivant dont le nom soit connu des foules, deviendra malgré tout et en dépit de son programme candidat unique à l'héritage...

Staline a peur. Il se sent haï, se sait méprisé. Il connaît mieux que personne la précarité de son acier, dur mais cassant. Il appelle trotskisme son impopularité, le mécontentement général, la sourde hostilité latente qui le rend responsable de tous les malheurs, comme il appelle communisme sa dictature personnelle, oligarchique et inégalitaire. Il a beau exiger de ses courtisans une adulation permanente, de son innombrable domesticité les preuves incessantes d'un servilisme indicible, aucun superlatif ne le rassure. Il scrute les arrière-pensées et, devant des restrictions mentales, crie qu'on l'assassine. Il en est venu à décider froidement d'anéantir au physique les anciens rivaux dont l'existence spectrale trouble son sommeil et d'annihiler au moral tous les contradicteurs invisibles pour supprimer même les virtualités de concurrence. Il interdit à présent l'apologie des chefs de deuxième ordre pour décourager les éventuels prétendants et affirmer son monopole. Il a peur. Il veut des têtes quand il perd la tête. Seuls ceux qui n'ont rien appris en étudiant l'histoire peuvent supposer que ces choses « finiront par des chants et des apothéoses ».

P. S. — Dans le mois qui a suivi la publication de cet article, la chronique des exécutions, arrestations,

destitutions et disgrâces n'a cessé de s'enrichir, sans qu'il soit toujours possible de préciser les modalités de la persécution. En Extrême-Orient, après les 83 exécutions capitales déjà mentionnées, ce sont 30 arrestations à Khabarovsk, puis 37 exécutions de travailleurs du Transsibérien, puis 22 exécutions à Vladivostok, 61 exécutions à Svobodnoïé, 21 exécutions à Khabarovsk. Cette hécatombe n'est signalée que par la presse locale, celle de Moscou affectant, par ordre, de tout ignorer. Le film des épurations inexplicables se déroule sur un rythme déconcertant. À la liste dressée plus haut s'ajoutent les noms de Roudzoutak, ci-devant Commissaire aux Transports et vice-président du Conseil des Commissaires, membre adjoint du Bureau politique; Karakhan, ambassadeur en Chine, puis en Turquie, Commissaire-adjoint aux Affaires étrangères; Eliava, Commissaire-adjoint à l'Industrie légère; Ostrovski, Commissaire-adjoint aux Sovkhos; Tsylo, Commissaire-adjoint à l'Agriculture; Soulimov, président du Conseil des Commissaires pour la Grande-Russie. En Russie Blanche, les commissaires Benek (Agriculture) et Diakov (Instruction Publique) sont arrêtés comme « ennemis du peuple ». En Géorgie, le président du Conseil des Commissaires, Mgalobichvili, le Commissaire à l'Industrie légère, Ramichvili, le président de la Haute-Cour, Boïkvadzé, sont en disgrâce. Dans l'Ouzbékistan, le président du Conseil des Commissaires, Khodjaïev est destitué, ainsi que son frère, Commissaire au Commerce; un troisième frère Khodjaïev a été acculé au suicide. (À noter que, en aucun pays du monde, nul ne se permet de congédier les domestiques comme on traite un Commissaire du Peuple en URSS, voire un président du Conseil des Commissaires.) Les bruits les plus fâcheux courent sur Soltz et sur Antipov, principaux dirigeants de la

Commission de Contrôle. Sont incarcérés : Latsis, un des chefs redoutés de l'ancienne Tchèque, directeur d'un Institut Économique; Doletski, directeur de l'agence officielle Tass; Kurtz, directeur de l'Intourist. Ont disparu : Lapinski (Mikhalski), rédacteur diplomatique des *Isvestia*, et une douzaine de collaborateurs du même journal (car on arrête à la douzaine, on frappe en groupes, on fusille par grappes); plusieurs chefs de services à la Guépéou et directeurs de départements aux Affaires étrangères; plusieurs directeurs de grandes usines métallurgiques; plusieurs directeurs de la Radio; plusieurs directeurs de théâtres; la directrice du Parc de Culture et de Repos. Boris Pilniak, auteur de *L'Année nue*, est arrêté pour avoir secouru la femme de Radek. Il devient difficile de tenir une liste à jour. Comme prévu, Iagoda, grand tourmenteur et fusilleur de trotskistes, est à présent accusé de trotskisme. Quant au procès Boukharine-Rykov-Racovski, il n'en est plus question, ce qui laisse croire que l'ère des aveux serait révolue. De même que les généraux condamnés à huis clos, Mdivani et Okoudjava, jugés en secret à Tiflis, avec cinq autres inculpés, ont été aussitôt passés par les armes. Mdivani était l'ami d'enfance de Staline...

# L'ouvrier soviétique

L'OUVRIER SOVIÉTIQUE n'a pas le droit de dire ou d'écrire, pour ceux qui s'intéressent à son sort : telles sont mes conditions de vie et de travail. Il n'est jamais autorisé à sortir de l'URSS et, par conséquent, ne saurait faire de confiance à personne au-dehors, pas plus qu'il n'a licence de chuchoter la vérité à l'intérieur. Il ne peut même pas quitter la localité où il habite, ni l'atelier où il besogne, ni le logis où il dort, à moins de permission spéciale ou d'ordre exprès des autorités, c'est-à-dire du Parti communiste identifié à l'État. La condition ouvrière soviétique se caractérise donc avant tout par le manque absolu de liberté, se définit comme un salariat compliqué de certaines formes de servage ou d'esclavage.

L'ouvrier soviétique n'est pas toujours libre de choisir un métier selon sa vocation ou ses aptitudes : L'État peut imposer à cet égard sa volonté à des millions d'êtres, suivant ses besoins économiques et techniques. Il n'est pas libre de se fixer quelque part selon ses goûts, sa santé ou ses liens personnels : l'État peut disposer de son corps et de ses bras comme de son âme, suivant les données de sa statistique et ses considérations utilitaires. Il n'est pas libre d'émigrer : l'État ne permet pas l'émigration et la punit de mort (décret du 8 juin 1934). Un émigrant-resquilleur exposerait tous ses parents adultes à de terribles représailles.

L'ouvrier soviétique est soumis, depuis février 1931, à l'obligation du *livret de travail*, document analogue au livret militaire et mentionnant les états

Les articles qui suivent ont initialement paru dans le n° 9 des *Nouveaux Cahiers* (15 juillet 1937).

de service du titulaire, les punitions, les amendes, les motifs de renvoi, bref tous les renseignements biographiques nécessaires à la surveillance, au contrôle et à la répression. Les moindres fautes, défaillances ou peccadilles sont notées sur le livret de travail comme autant de tares indélébiles et suivent et poursuivent partout le travailleur. Depuis décembre 1932, l'ouvrier soviétique est astreint au *passport intérieur*, comme sous le tsarisme mais en pire, car ce document indique à présent les origines sociales du porteur, ses attaches familiales, ses antécédents politiques, ses occupations successives, ses mouvements, bref tous les éléments éventuels d'un réquisitoire. Nul ne peut se déplacer ni résider vingt-quatre heures hors de son domicile sans le visa de la milice. L'État se donne latitude de démembrer les familles, le cas échéant, par modification du lieu de séjour inscrit sur les passeports : il est loisible aux autorités, gens du Parti unique, d'envoyer le père, la mère, le fils et la fille aux quatre points cardinaux, de les séparer par des milliers de kilomètres.

L'ouvrier soviétique risque d'être congédié comme « déserteur » pour un jour d'absence injustifiée au travail ou pour trois retards de quelques minutes punis d'amendes (décrets de novembre 1932). Mis à pied, il perd aussi son logis qui dépend, en règle générale, de l'administration de l'entreprise. Il est privé en outre de son carnet d'alimentation. Son livret de travail et son passeport le dénonceront partout comme indésirable. Une faute vénielle le condamne ainsi parfois au vagabondage, à la mendicité, au banditisme, à la déchéance ou à la mort.

L'ouvrier soviétique, dans les transports, est passible de dix ans de prison pour infraction à la discipline, et de la peine de mort en cas de préméditation (décret du 23 janvier 1931). C'est ainsi que des mécaniciens ont été fusillés pour « négligence ». Naguère,

les ouvriers exécutés pour manquements professionnels étaient traités de *koulaks* (paysans cossus). Aujourd'hui, on les traite plus volontiers d'espions. *Le Temps* du 30 juin a publié, d'après la *Tikhookéanskaïa-Zviezda*, la condamnation à mort de 37 cheminots accusés d'espionnage et de sabotage. L'inculpation signifie simplement que les victimes n'étaient pas tout à fait d'accord avec leurs supérieurs hiérarchiques.

L'ouvrier soviétique ayant succombé à la tentation de s'approprier indûment des marchandises transportées par voie de fer et d'eau, appartenant à l'État, aux kolkhoz ou aux coopératives, tombe sous le coup du décret du 7 août 1932, qui prévoit en pareil cas la peine de mort. Les petits prolétaires, à partir de l'âge de douze ans, coupables de vols ou de violences, sont passibles de la peine de mort (décret du 7 avril 1935).

L'ouvrier soviétique n'a pas le droit de grève. Tout arrêt volontaire du travail est considéré comme contre-révolutionnaire et antisoviétique. Les « meneurs » y risquent leur vie et les suiveurs leur liberté (*sic*). L'ouvrier soviétique ne connaît plus le chômage : l'État a supprimé, en effet, les secours de chômage et les bourses du travail, et manque toujours de main-d'œuvre pour creuser des canaux et tracer des routes dans les régions insalubres. Le chômage n'existe pas plus en URSS que dans toutes les prisons du monde.

L'ouvrier soviétique est syndiqué, sans trop savoir pourquoi ni comment, en vertu d'une décision prise sans lui mais « à l'unanimité ». Il appartient de même à toutes sortes d'associations qui ne lui ont pas demandé son avis mais qui retiennent sur son salaire des cotisations « volontaires ». Il souscrit de la même façon à tous les emprunts d'État, à toutes les quêtes officielles ; quand il n'y en a pas, il en réclame

et en invente, toujours par des décisions unanimes. C'est ainsi que, de la récente exécution des huit généraux, il a conclu, en bonne logique et en toute «spontanéité», à la nécessité de lancer un nouvel emprunt. En URSS, tout se décide à l'unanimité. On a vu, par exemple, lors des derniers procès de Moscou, juges, accusés, procureur, avocats, témoins, public, se prononcer unanimes pour la peine de mort... Il en va de même à tout propos dans les assemblées ouvrières.

L'ouvrier soviétique n'a pas le droit de parler. Il n'a pas davantage le droit de se taire. Il a le devoir de chanter les louanges de Staline. Il est tenu de renchérir sur les derniers éloges en date. Aux plus récentes nouvelles, Staline était appelé : «Notre Père» et : «Notre Soleil». Autrement dit : Notre Père qui êtes aux Cieux. Dans ces conditions, le plafond céleste étant atteint, le crescendo obligatoire devient de plus en plus difficile.

À peu de chose près, tous les sujets soviétiques sont logés à la même enseigne. Ce qui est constaté ici pour les ouvriers s'applique aussi, en règle générale, aux paysans, aux employés, aux fonctionnaires, exception faite pour une petite minorité privilégiée. Les conditions morales et politiques sont les mêmes pour tous. Les conditions matérielles sont particulières.

Un Français qui a vécu et travaillé onze années en URSS comme un Russe, M. Yvon, a réuni en brochure trois conférences faites par lui à la Bourse du Travail de Saint-Étienne, sous le titre : *Ce qu'est devenue la Révolution russe*, et avec une préface de Pierre Pascal, autre Français qui a vécu et travaillé dix-huit ans en Russie. Cette brochure dit très exactement ce que dirait un ouvrier soviétique rendu à la liberté de s'exprimer. Elle est remarquablement

corroborée par l'ouvrage d'Andrew Smith : *J'ai été ouvrier en URSS*, par l'enquête de Walter Citrine : *À la recherche de la vérité en Russie*, par le rapport de Kléber Legay : *Un mineur français en URSS*. Voir aussi les fascicules documentaires des Amis de la Vérité sur l'URSS. Les chiffres qui suivent seront puisés principalement dans la première brochure.

Il est banal de constater la relativité de la valeur des statistiques. Mais quand il s'agit de chiffres soviétiques, on entre dans le domaine de la fantasmagorie pure. Ce que Staline ose se permettre sous ce rapport est inimaginable. On doit délibérément s'abstenir d'examiner les fallacieux coefficients et pourcentages des virtuoses de la statistique bolcheviste pour mettre en lumière des données simples, incontestables, probantes. Ce ne sont pas les chiffres en soi qui importent mais leur signification comparée au moyen d'une commune mesure.

Admettons un instant le salaire ouvrier mensuel moyen de 170 roubles (officiel) pour 1935. Il représentait un pouvoir d'achat de 170 kilos de pain de seigle à 1 rouble le kilo. Avant la guerre, un salaire moyen de 30 roubles correspondait à 600 kilos, au prix de 5 copeks le kilo. Converti en pain et mesuré avec la même unité, *le salaire actuel n'atteint donc même pas le tiers du salaire sous le tsarisme*.

Pour 1936, le salaire est de 190 roubles, le pain à 0,85 le kilo, la capacité d'achat 225 kilos. Mais l'amélioration est toute théorique, pour la raison suivante : la moyenne est calculée en divisant la somme totale des salaires par le nombre des salariés ; l'inégalité de traitement étant de plus en plus accentuée, c'est exclusivement l'élévation du niveau de vie des privilégiés qui augmente la moyenne, alors que la situation de la majorité stagne ou empire.

Le calcul du salaire moyen dissimule cette vérité essentielle que le plus grand nombre des travailleurs

modestes n'atteignent même pas ce salaire de misère. Et nous sommes encore loin du compte : il faut défalquer du salaire de 15 à 21 % de retenues pour cotisations obligatoires, emprunts forcés, impôts divers. (Il n'est pas question ici des impôts indirects, notamment du monopole de la vodka qui entame sensiblement le budget du travailleur.)

L'inégalité des salaires est beaucoup plus forte et injuste que sous le tsarisme et que partout ailleurs au monde. Alors que tant d'ouvriers ne gagnent que 100 ou 125 roubles, les *stakhanovistes* se font jusqu'à 1 200 et 1 500 roubles par mois. Les cadres du Parti, qui se confondent avec ceux de l'État, ont des salaires mensuels de 1 500 à 10 000 roubles et plus, pour ne pas parler des intellectuels gratifiés de revenus mensuels réguliers de 20 000 et 30 000 roubles. Sans se référer aux pointes extrêmes, le salaire varie couramment du simple au décuple. Même phénomène pour les pensions qui oscillent de 25 à 80 roubles pour les ouvriers et de 250 à 1 000 roubles pour les veuves de hauts fonctionnaires et spécialistes, sans compter de très appréciables avantages en nature pour les privilégiés. (Les pensions ouvrières sont d'ailleurs très rares, très difficiles à obtenir : il faut justifier de trente ans au moins de travail, avec preuves à l'appui, et la révolution ne date que de vingt années). Loin d'aller s'atténuant, l'inégalité s'aggrave, – et s'accuse la différenciation sociale.

En 1925-1927, avant le premier plan quinquennal, le salaire moyen de 100 roubles valait 800 kilos de pain à 12,5 copeks niveau supérieur à celui d'avant-guerre. Le déclin part donc de la prépotence de Staline, de l'industrialisation à outrance, de la collectivisation violente dans l'agriculture. On ne pouvait « faire payer les riches » dans un pays sans riches. Staline ayant fait payer les pauvres crée une classe de nouveaux riches. L'état de choses actuel

n'est pas l'héritage du tsarisme, sauf dans le sens très vague et général que le passé détermine le présent, mais bien l'œuvre directe du bolchevisme évolué de Lénine en Staline.

La légende du sursalaire soviétique est scrupuleusement mise au point, en détail, par M. Yvon, ainsi que la question des assurances sociales. Ce qui existe vraiment est de toute façon à la charge des travailleurs. L'État reprend d'une main ce qu'il semble accorder de l'autre. Il importe peu que la répartition du salaire se fasse sous telle ou telle forme. Les deux semaines de congé payé (le double dans les industries malsaines) représentent 4 % du gain annuel rogné de 10 % par un emprunt obligatoire... Beaucoup d'ouvriers implorent la permission de travailler pendant le congé, pour doubler leur paie au moins une fois l'an : la misère les y pousse. Les vieillards préfèrent travailler jusqu'à extinction pour toucher 100 roubles plutôt que s'épuiser en démarches pour obtenir une retraite de 25 ou 50 roubles, à peine de quoi ne pas mourir d'inanition.

40 % des travailleurs de l'industrie sont des femmes, employées aux plus durs métiers, aux travaux les plus pénibles. La plupart ont en supplément le labeur du ménage. Les mères bénéficient de 42 jours de repos payé avant les couches et autant après si leur emploi est sédentaire, 56 jours avant et autant après dans les autres cas. Au taux de leurs salaires, et avec tout ce qui les accable, le cadeau est maigre et d'ailleurs à leur charge, réparti sur l'ensemble.

L'état sanitaire est déplorable. À Moscou, centre privilégié entre tous, les hôpitaux ont 6,3 lits par 1 000 habitants contre 7,4 sous le tsarisme. Tels sont les progrès réalisés en vingt ans de bolchevisme. Pour les enfants, la situation est pire : 3 % seulement des lits leur sont dévolus. (Et quand on sait ce que vaut la statistique soviétique...). D'après les *Izvestia*

du 28 février 1936, il y a en URSS 300 000 enfants qui souffrent de rachitisme, de paralysie, etc., privés de soins; à Moscou, pour 5 000 de ces enfants, on n'a que 65 lits. Voilà qui en dit long sur le sursalaire, les assurances sociales et autres avantages théoriques. L'état sanitaire s'explique par les salaires de famine et par les conditions de logement.

L'habitation soviétique est à peu près inconcevable aux Occidentaux. Dans toute maison, il y a au moins une famille par chambre, de 2 à 5 personnes pour 10 à 20 mètres carrés. Parfois, 2 ou 3 ménages dans la même pièce, ou plusieurs célibataires. Les grandes pièces sont occupées par 10, 20, 30 personnes, véritables chambrées. Beaucoup de gens couchent sur le plancher recouvert de hardes. Mobilier primitif, lits rares, chaises rarissimes. Linge et vaisselle sous les lits. Malles et coffres pour entasser vêtements et objets. Séparations : toiles sur des ficelles tendues, écrans de papier en guise de paravents – ou rien du tout. Pullulement de poux, de punaises, de blattes, de cancrelats, de souris. Cuisine commune pour tous les habitants, souvent un coin de couloir, où grondent plusieurs *primus* à pétrole. Odeurs pestilentielles. Atmosphère irrespirable. Fenêtres calfeutrées l'hiver. Bruit infernal. Tout cela ne se laisse pas décrire en quelques lignes.

Une énorme partie de la population ouvrière habite de grandes baraques en bois ou des huttes en terre, notamment dans les centres industriels créés ou développés d'après le plan quinquennal. De 25 à 40 individus couchent dans chacune, comme des soldats en manœuvres, mais avec un cube d'air vicié réduit au minimum et dans une saleté repoussante. Les maisons neuves sont réservées aux privilégiés du régime, gens du Parti, hauts fonctionnaires, techniciens, spécialistes. Les nouvelles constructions ne

compensent même pas l'accroissement normal de la population, encore moins la concentration ouvrière dans les villes.

Le calcul du loyer est d'une complication extrême. M. Yvon constate qu'une famille occupant une pièce de 15 mètres carrés paie 12 à 15 roubles par mois si le salaire est de 150 roubles, mais 40 roubles mensuels pour un salaire de 1 000 roubles. Autrement dit, les plus pauvres versent 10 % du salaire, les moins pauvres 4 %. Quant aux formalités à remplir pour obtenir un logis, ou plutôt une place dans une chambre, pour permuter, pour conquérir un coin, pour « s'infiltrer » quelque part; quant aux tracasseries et persécutions infligées aux malheureux que d'autres s'ingénient à déloger, aux inspections domiciliaires et aux révisions de répartition des lieux; quant à la corruption, au népotisme, à l'arbitraire, aux luttes sournoises, aux conflits déclarés, aux drames domestiques et aux tragédies intestines que cette situation engendre – il faut renoncer ici à en parler. Toute une littérature existe en URSS sur le thème.

Les maisons de repos, les *sanatoria*, les palais socialisés que l'on montre aux touristes étrangers sont essentiellement réservés aux privilégiés, aux parvenus du bolchevisme. Le commun des mortels n'y figure que pour la frime, pour la statistique. L'ouvrier soviétique doit se contenter de sortes de « casernes de repos » dans les tristes banlieues des villes, où la discipline, la promiscuité, le régime alimentaire, les conditions sanitaires, etc., sont un déni à la notion même de vacances ou de convalescence. La documentation abonde en URSS à cet égard et contredit du tout au tout la propagande extérieure.

La journée de travail est de 7 heures (6 dans les mines et les métiers insalubres), mais la semaine de

6 jours, avec suppression des anciennes fêtes religieuses, ce qui augmente le nombre de jours ouvrables dans l'année. La pratique des heures supplémentaires est courante (payées une fois et demie pour les deux premières, le double pour les suivantes). Mais on allonge surtout la journée de travail en faisant voter, «à l'unanimité», bien entendu, des heures ou des journées de supplément «volontaire» à tout propos. En outre, d'innombrables réunions (où la présence est facultative, c'est-à-dire obligatoire) tenues dans les locaux de l'entreprise s'ajoutent au temps de travail. Mais même sans les compter, ni entrer dans les cas d'espèce, le parallèle entre l'URSS et les pays capitalistes n'est jamais à l'avantage de l'ouvrier soviétique. Pour ne citer que l'exemple si important des mines, Legay établit sans conteste que le mineur travaille en URSS 200 heures par an de plus qu'en France, soit 30 journées.

L'ouvrier soviétique vit dans une situation matérielle plus comparable à celle des coolies en Chine et des parias aux Indes qu'à celle des prolétaires d'Europe. Les constatations et impressions vécues d'ouvriers comme Yvon et Smith, les observations valables de syndicalistes comme Walter Citrine et Kléber Legay, mériteraient une analyse plus complète et approfondie que la nôtre ne saurait l'être en quelques pages. Nous ne pouvons que conseiller la lecture de leurs précieux témoignages. Mais on doit souligner pour finir que les conditions morales et spirituelles faites à l'ouvrier soviétique sont encore moins enviables que le niveau matériel. Au moins, le coolie chinois et le paria hindou ne sont pas contraints d'adorer ostensiblement les maîtres qui les exploitent et les écrasent, ils ne sont pas dégradés par la délation réciproque et le mensonge conscient érigé en raison d'État, ils ne sont pas broyés par un gigantesque appareil de technique et de machinisme,

ils ne peinent et ne souffrent pas sous le drapeau du socialisme. Ils ont le droit de douter, d'aimer, de rêver, que Staline dénie aux serfs et aux esclaves soviétiques. Ici, il ne s'agit plus de condition ouvrière, mais de condition humaine.

# Le paysan soviétique

**L**E PAYSAN SOVIÉTIQUE est à la fois plus à plaindre et moins malheureux que son frère l'ouvrier, si contradictoire que cela puisse à première vue paraître. Plus à plaindre de par la condition matérielle inférieure et les droits politiques plus dérisoires encore. Moins malheureux en ce sens que l'État ne peut, en pratique, exercer sur les campagnes une tutelle aussi « totalitaire » que dans les villes. Mais au point où en sont les choses de la dictature en URSS, il serait malaisé de faire, entre les deux principales catégories de travailleurs, des comparaisons valables. Tout parallèle est d'ailleurs faussé par les différenciations profondes qui subdivisent chacune de ces catégories sociales.

Comme l'ouvrier soviétique, le paysan est désormais rivé (*prikreplione*) à une entreprise agricole au moyen du *livret de travail* et du *passport intérieur* définis dans le précédent article. Il ne peut donc se déplacer sans la permission des autorités, il ne peut quitter son village ni son kolkhoz ou sovkhoz, il ne peut d'aucune façon disposer de lui-même, pas plus que des fruits de son labeur.

La très grande majorité des cultivateurs se trouve englobée dans les kolkhoz, c'est-à-dire dans des entreprises d'exploitation collective où sont mis en commun la terre, le bétail, les instruments de travail ou petit outillage agricole – les machines importantes étant réparties dans des « Stations de Tracteurs et Machines » qui en louent les services aux kolkhoz contre redevances en argent et en nature au prorata des travaux accomplis. La

collectivisation de l'agriculture doit être achevée en 1937. Une petite partie de la population rurale appartient aux fermes d'État, ou sokhoz.

Il n'y aura donc pour ainsi dire plus en URSS de paysans à proprement parler. Les travailleurs des sokoz sont de simples ouvriers agricoles, salariés comme les mécaniciens ou les employés de l'entreprise. Les travailleurs des kolkhoz deviennent une nouvelle espèce de classe laborieuse, d'un type intermédiaire entre le prolétaire classique et le paysan de naguère. Le sovkhazien et le kolkhozien sont toujours des cultivateurs, mais non des paysans tels qu'on les connaît dans les autres pays.

En principe, la collectivisation intégrale des campagnes, qui ne figurait nullement au programme socialiste des bolcheviks lors de la révolution d'Octobre, devait être volontaire, accomplie en toute liberté par les paysans convaincus de la supériorité du travail collectif sur le travail individuel. En fait, cette collectivisation, décidée d'en haut, a été réalisée de vive force, par le fer et par le feu. Il serait facile de le prouver avec les témoignages et les aveux des bolcheviks eux-mêmes.

Le fameux plan quinquennal fixait dès 1927 un programme de collectivisation à exécuter coûte que coûte. Le zèle des collectivisateurs tendit à doubler, tripler ou même à quintupler le nombre des exploitations à confisquer et la superficie des terres à socialiser prévus au dit programme. Les paysans récalcitrants et les membres de leur famille périrent par milliers ou furent déportés par millions : ce sont eux qui constituent la majeure partie des forçats employés au creusement des canaux, à la construction des routes, au défrichement des forêts en Sibérie ou en Russie septentrionale. La résistance paysanne à la collectivisation obligatoire se traduisit notamment par l'extermination du bétail, les deux

tiers environ du troupeau national (d'après les chiffres officiels) ayant disparu à la fin de la première période quinquennale.

Une définition précise du kolkhoz n'est pas facile à découvrir. La *Petite Encyclopédie Soviétique*, de date pourtant toute récente, se borne à renvoyer le lecteur à l'article intitulé « Collectivisation de l'agriculture » où l'on ne trouve rien de ce qu'on cherche et dont le contenu rappelle le plus trivial discours de réunion publique à l'intention de l'auditoire le plus vulgaire et à la gloire du « grand Staline ». Les publications communistes de propagande soviétique donnent des définitions purement théoriques ou abstraites et les illustrent d'exemples qui ne prouvent rien car il s'agit de kolkhoz modèles, entourés de soins particuliers, soutenus par d'abondants subsides, gérés par un personnel sélectionné, bref nantis de moyens exceptionnels à titre de réclame. Mais comment vivent en pratique les kolkhoz et les kolkhoziens, comment fonctionnent les nouvelles institutions agraires, voilà ce que le public intéressé désire savoir et que les voyageurs en URSS, les soi-disant témoins oculaires, ne peuvent pas dire.

Pour en avoir une idée claire, rien ne vaut la description simple et directe, sans apprêt ni littérature, d'un homme sincère ayant vécu et travaillé dans les kolkhoz, ayant partagé l'existence des kolkhoziens et kolkhoziennes. La lettre dont on lira ci-dessous de larges extraits, écrite au courant de la plume par un Russe bien connu et estimé des socialistes et des communistes français qui l'ont fréquenté lors de son séjour en France, répond précisément à plusieurs questions que l'on se pose.

Mais rappelons d'abord que la collectivisation forcée de l'agriculture eut pour conséquence principale immédiate la terrible famine de 1932-1933 qui, selon le *Courrier Socialiste*, fit plus de cinq millions

de victimes. Staline en personne avait prévu et annoncé le désastre dans son discours rapport au XI<sup>e</sup> Congrès du Parti bolchevique, prononcé au nom du Comité central. Par la force des choses, il fallut alors se résoudre à faire machine arrière, à restituer aux paysans un lopin de terre réservé à l'usage personnel, à leur accorder le droit de posséder une vache, quelques porcs, moutons ou chèvres, quelques oiseaux de basse-cour. Après avoir aboli tout commerce libre des denrées agricoles, Staline fut obligé de le rétablir en partie, il est vrai dans des limites très étroites, en permettant aux kolkhoziens d'écouler sur le marché les maigres excédents de leur récolte après versement des impôts et redevances à l'État. Et à l'heure actuelle, voici comment, d'après la lettre de notre correspondant, la situation se présente :

Le kolkhoz n'est pas une association libre mais une sorte d'entreprise d'État, dirigée, surveillée, régie et actionnée par l'État. Une partie de la récolte, sous forme de céréales, de pommes de terre, de viande, de beurre, etc., va à l'État, et l'autre partie au kolkhoz. Et comme l'État est très intéressé à ce que sa part soit de plus en plus considérable, il recourt à tous les moyens pour augmenter le rendement du travail kolkhozien.

En 1934, dans la région où j'ai travaillé l'année suivante, à quelque 400 kilomètres de Moscou, avait sévi la disette. Les paysans se nourrissaient d'écorce, de mousse, de paille, etc., et ils demandaient du secours à l'État. Mais le gouvernement a fait la sourde oreille pour obliger les paysans à comprendre que s'ils veulent manger du pain ils ne doivent compter que sur eux-mêmes.

Les paysans, sachant fort bien qu'ils ont perdu toute espèce de liberté économique, n'aspirent plus, en bonne logique, qu'à devenir franchement salariés, à la façon des ouvriers de fabrique dont la condition

leur semble à tous les points de vue privilégiée et presque enviable. Tout est relatif en ce bas monde... L'organisation du kolkhoz est pour ainsi dire militaire. Tous les kolkhoziens sont divisés en brigades qui travaillent sous la direction d'un brigadier. Ce dernier distribue le travail, surveille et note les *trou-do-dni*, c'est-à-dire les journées-travail, mesure de calcul. Le travailleur qui manque au travail est puni d'une amende.

Tous les membres du kolkhoz sont *prikrepleni*, donc rattachés à leur kolkhoz, et n'ont le droit de le quitter qu'avec une autorisation spéciale de l'administration, à peu près impossible à obtenir. Si une entreprise quelconque a besoin de main-d'œuvre, elle s'adresse au kolkhoz qui conclue avec elle un contrat et désigne les hommes qui iront travailler au-dehors. On n'a aucune liberté de choisir.

À la tête du kolkhoz se trouve le président, envoyé d'habitude par le Parti. Le rôle de ce président consiste à exiger de ses administrés que le plan élaboré par les instances supérieures soit exécuté et sur-exécuté. Il y a en outre le président du Soviet rural, mais son rôle essentiel se réduit à surveiller les rentrées d'impôts et la levée des recrues.

Dès 1933, on a introduit dans chaque kolkhoz une section politique (*politotdel*) chargée d'éliminer du milieu kolkhozien les « éléments étrangers », les koulaks et les sous-koulaks, en un mot les indésirables, et de contrôler et d'éduquer la mentalité des autres.

On travaille plus que jamais 16 et 18 heures par jours la faucille. Dans un seul kolkhoz, j'ai vu qu'un sous-koulak a augmenté la surface collectivisée, mais diminué aussi le nombre des travailleurs. L'industrialisation a puisé sa main-d'œuvre dans les campagnes. Le manque de bras est compensé par l'allongement de la journée de travail.

Depuis le lever du soleil jusque très tard dans la soirée, on laboure, on ensemence, on plante, on fauche, on sarcle, on récolte, on transporte, etc., et l'hiver on coupe du bois pour en fournir à toutes les institutions d'État, qui pullulent. Enfin, quand il se trouve un moment de répit, on répare les routes...

Pour récolter le blé, le millet, etc., on emploie toujours la faucille. Dans un seul kolkhoz, j'ai vu un tracteur, mais il ne fonctionnait pas parce que, le calcul fait, les kolkhoziens ont constaté que la dépense en carburant (70 copeks le litre) serait supérieure à la valeur de la récolte. On se sert donc des chevaux qui, étant en nombre insuffisant, s'épuisent au travail.

Malgré l'intensité de l'effort, la récolte est plutôt mauvaise, la terre s'épuise et, comme le bétail a diminué d'une façon considérable, on manque d'engrais naturel. Or les kolkhozes sont trop pauvres pour acheter des engrais chimiques.

J'ai eu l'occasion de connaître une trentaine de villages et de visiter presque toutes les maisons. Dans beaucoup d'isbas, j'ai vu pour tout ameublement un lit de bois (que le moujik fabrique lui-même), sans matelas, ni oreillers, ni couvertures; on se couvre avec des *touloupes* trouées. Une table en bois et quelques tabourets.

On se nourrit presque exclusivement de pommes de terre bouillies, sans beurre. Quelques-uns mangent rarement du poisson, et une infime minorité se permet de temps en temps le luxe d'un peu de viande. Mais c'est extrêmement rare. Le lait, s'il y en a, va aux petits enfants.

Beaucoup de cultivateurs ont à présent une vache, quelques-uns possèdent, de plus, un porc et deux ou trois moutons. Mais le bétail sert à payer les impôts en argent. Les gouvernants font des efforts pour développer l'élevage, mais le manque de fourrage

rend impossible au paysan d'entretenir plus d'une vache. Déjà, celle-ci souffre de la faim pendant l'hiver. Les prés collectivisés sont à peine suffisants pour nourrir le bétail collectivisé et il ne reste pas grand'chose pour le bétail «individuel».

On s'éclaire, en règle quasi générale, avec un lumignon sans verre. Le pétrole manque, aussi bien que les allumettes. Les paysans pouvaient, lors de mon séjour, se procurer une boîte d'allumettes dans les coopératives en échange d'un œuf, et un litre de pétrole en échange de 10 à 12 œufs. Or, une boîte d'allumettes coûte partout 3 copeks et un œuf valait à Moscou 60 à 70 copeks.

Les paysans ont le droit de vendre leurs excédents (*izlichki*) au marché kolkhozien. Mais ils n'ont pas le droit d'user de ce droit tant qu'ils n'ont pas payé à l'État leurs redevances en céréales. Or, après versement de ces redevances, on exige encore de chaque kolkhoz une certaine quantité de blé ou de seigle à livrer aux coopératives à des prix d'État, c'est-à-dire des prix très bas de taxation. Cette quantité est fixée par les instances supérieures et les autorités locales tâchent de dépasser le plan, pour se faire bien voir d'en haut. Et quand on réunit les paysans dans un meeting pour prendre une décision à cet égard, ils votent... à l'unanimité la livraison de la quantité exigée. Ils ne pourraient pas faire autrement.

Le travail excessif, l'alimentation insuffisante, le manque d'hygiène favorisent la propagation des maladies, mais les kolkhoziens n'ont pas le temps de se soigner. Et d'ailleurs, la plupart des médicaments (iode, quinine, antipyrine, etc.) font défaut. Tout manque.

Les coopératives sont mal pourvues mais, cependant, beaucoup mieux que dans les années de collectivisation. Presque toutes ont des spiritueux à vendre. Chose curieuse à noter, tandis qu'à B. [loca-

lité où habitait le correspondant] les boutiques ferment à 4 heures, la *monopolka* qui vend l'eau-de-vie d'État ferme à 11 heures du soir.

Voici la réflexion que j'ai entendue d'une *baba* (bonne femme) : « On dit qu'autrefois les paysans travaillaient pour le *barine*; mais ils travaillaient tout de même quelques jours pour eux-mêmes; tandis que maintenant, ils travaillent tout le temps et seulement pour l'État. »

Ainsi, l'URSS est fort loin des promesses bolcheviques d'Octobre, Les bolcheviks avaient promis la terre aux paysans; mais après avoir contresigné en 1917 le fait accompli d'un partage inégal et injuste des terres disponibles, ils en ont réquisitionné et confisqué les produits pendant et après la guerre civile. Il en fut de la terre aux paysans comme du pain aux ouvriers, comme de la paix et de la liberté pour tous les travailleurs : les théories sont entièrement contredites par la pratique. En 1921, Lénine décréta « sérieusement et pour longtemps » la NEP, la nouvelle politique économique, entre autres pour permettre aux paysans de produire et de vendre leurs récoltes. Mais bientôt, les réquisitions et confiscations reprirent de plus belle et, à partir de 1927, la NEP devint une fiction et un souvenir. Quand Staline en annonça la fin, en 1929, il n'en restait plus grand'chose. La collectivisation générale, de 1930 à nos jours, ne fit que parachever une spoliation intégrale.

Les bolcheviks avaient proclamé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais le peuple russe, ouvrier et paysan, ne peut disposer ni de soi-même, ni des produits de son travail, ni même de l'unique cheval que le kolkhozien est censé avoir le droit de posséder et dont il n'a que l'usufruit : car en plus du passeport intérieur pour les hommes et les

femmes, il existe depuis le 15 décembre 1934 un système de passeport pour les chevaux...

Au point de vue économique, le bilan de la collectivisation obligatoire des campagnes est nettement défavorable et déficitaire. Staline a été obligé d'avouer, dans son rapport au XVI<sup>e</sup> Congrès du Parti bolchevique, que les kolkhoz dans leur ensemble travaillent à perte. Depuis, il n'a jamais pu revenir sur cette constatation amère. Quant à la récolte, après vingt ans de révolution, après tant de souffrances morales et de sacrifices matériels, après les investissements fabuleux des deux plans quinquennaux et des dépenses exorbitantes pour l'introduction du machinisme dans l'agriculture, elle n'est pas encore près d'atteindre en chiffres relatifs celle d'avant-guerre sous le tsarisme. Les statistiques soviétiques en font foi.

Cette seule observation suffirait à caractériser la faillite. (En 1913, pour 130 millions d'habitants, la récolte fût de 96,6 millions de tonnes de céréales; en 1936, pour 170 millions d'habitants, elle fût de 69,3 millions de tonnes.)

Le progrès économique ne va donc pas toujours de pair avec le progrès technique. Mais au point de vue politique, intellectuel et spirituel, la régression est pire encore, et flagrante. Le paysan soviétique est réduit à un véritable servage, sous de nouveaux aspects et de nouvelles formes, l'État s'étant substitué à tous les anciens propriétaires. À tout propos et hors de propos, il est passible de la peine de mort : voir à ce sujet la brochure sur *La Peine de mort* en URSS, recueil de textes et de documents soviétiques officiels. On a vu des malheureux et des malheureuses, indigents et faméliques, souvent dénoncés par leurs propres enfants, subir des condamnations implacables pour « crime » de glanage. (À côté de quoi des milliers de tonnes de denrées se perdent,

faute de hangars, faute de soins – véritable défi à la misère du peuple.) La peine capitale à tout bout de champ n'est que l'expression suprême d'un despotisme bureaucratique inquisitorial et sans limite. Il faut noter que la collectivisation à outrance a eu pour effet de créer à la campagne une bureaucratie pléthorique et parasitaire dont l'*ultima ratio* est toujours la déportation ou la mort : on compte entre trois et quatre millions de fonctionnaires, commis, comptables, pour gérer l'agriculture collective.

«La voix d'un seul ouvrier vaut plusieurs voix de paysans», disait Lénine au début de la révolution. À l'expérience, on a dû constater qu'elles ne valaient rien, ni les unes ni les autres. Le Parti bolchevique pense et décide pour tous – et dans le Parti son Secrétaire général, le Secrétarissime, le Maréchal de la grande armée des petits secrétaires. Staline se vante d'avoir octroyé depuis peu à l'URSS «la Constitution la plus démocratique du monde». Mais la Constitution précédente était déjà un chef-d'œuvre de démocratie, à en croire la propagande communiste : pourquoi l'aurait-on remplacée par une autre? En attendant la solution du mystère, le fait est qu'on n'a jamais tant fusillé en URSS, tant déporté, tant persécuté, que depuis le «vote» (*sic*) de «la Constitution la plus démocratique du monde». Quant aux paysans qui ne comprennent pas leur bonheur et tentent de passer la frontière, ils ont peu de chances d'échapper aux gardes et aux molosses, aux coups de revolver et de mitrailleuse. La séquestration des sujets soviétiques, ouvriers ou paysans (mais ce sont surtout des paysans qui habitent près des frontières et risquent leur vie pour s'enfuir), en dit plus long que de longs discours.

## Table des matières

ALORS Q'IL EST MINUIT DANS LE SIÈCLE <i>Avant-propos de Charles Jacquier</i>	5
CAUCHEMAR EN URSS	29
L'OUVRIER SOVIÉTIQUE	85
LE PAYSAN SOVIÉTIQUE	97